

RÉVOLUTION

BOLIVARIENNE DE B > M

LOGIQUE CHRONOLOGIQUE DE BOLIVAR A MADURO



**QUE SE PASSE-T'IL AU VENEZUELA?
C'EST QUOI LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE?
DE A > Z, OU PLUTOT DE B > M, VOUS SAUREZ TOUT
(OU PRESQUE) SUR CE QUI S'EST PASSÉ ET CE QUI SE PASSE
AU VENEZUELA**

Par Filip FI

Étudiant en Histoire & Blogueur. Il travaille notamment sur les mouvements progressistes en Amérique latine, en particulier au Venezuela.

La série d'articles réunis ici ont été publiés sur le blog de Filip FI dans Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/filip-fi/blog>



Episode 0: Avant-propos

Le Venezuela et sa révolution bolivarienne, c'est quoi au juste? Si vous vous posez cette question, vous êtes au bon endroit. Pour certains d'entre vous, vous en avez entendu parler à l'occasion des deux derniers scrutins électoraux avec la fameuse "Alliance bolivarienne". Pour d'autres, vous connaissiez déjà ce pays et ce qui s'y passe mais des questions restent toujours en suspens. Dans les deux cas, cette série d'articles vous est destinée. En voici un avant-propos.

Au-delà du seul Venezuela, l'étude de la révolution bolivarienne est d'autant plus intéressante, qu'elle a amorcé le passage à gauche de nombreux pays d'Amérique latine en ce début de XXI^{ème} siècle, occasionnant des changements profonds et inédits à travers le continent, avec plus ou moins de succès selon les cas.

Mais elle est également à l'origine d'un clivage profond de Caracas à Paris. A la fois un clivage classique des forces politiques antagoniques (gauche/droite au sens littéral des termes), mais également un clivage fratricide au sein de la gauche intellectuelle, accentué par la crise en cours dans le pays.

Ma démarche à travers cette série d'article est avant tout d'informer et de rétablir la vérité à propos de cette révolution. Mille et une choses ont été dites et répétées dans les médias "mainstream", avec souvent une désinformation qui frise le ridicule. Et pourtant, l'acharnement est tel, que certains, y compris parmi les plus convaincus jusqu'ici, se mettent à douter des acquis de la révolution et se perdent dans la critique incessante qui lui est faite. Par conséquent, ma démarche sera essentiellement factuelle oui, mais je ne manquerai pas de prendre position et d'interpréter certains faits, si cela me semble nécessaire.

Enfin, je termine cet avant-propos avec quelques précisions quant à la forme et l'origine de cette série d'articles. En premier lieu, il faut savoir que l'ensemble est basé sur un devoir du baccalauréat (TPE) que j'ai réalisé l'année dernière. Ce devoir est matérialisé par un dossier de trente et une pages déjà bien remplies. Afin de ne pas partir de zéro, j'ai décidé de le reprendre, notamment à travers son organisation, dans l'optique de rendre accessible au plus grand nombre des informations aussi fiables que possible sur la révolution.

Le choix du titre des articles n'est pas non plus anodin. J'ai choisi la formulation *Révolution bolivarienne de B à M* pour deux raisons. Tout d'abord pour montrer la logique chronologique de notre aventure, du B de Bolivar au M de Maduro, mais aussi pour préciser que je n'ai nullement la prétention de relater ici la vérité vraie sur le Venezuela, ni de tout dire de A à Z. Je m'y appliquerai mais, n'étant pas un surhomme, certaines choses m'échapperont, quand d'autres seront de trop.

L'objectif premier de cette série d'article est de faire en sorte que les mensonges répétés mille fois, ne finissent pas par devenir des vérités.

Les articles se suivent chronologiquement mais peuvent tout à fait se lire séparément. Cela permet le partage séparé des articles afin que l'on diffuse un maximum autour de nous des informations qui se font rares dans la presse.

En vous souhaitant une bonne lecture et en espérant que cette série vous plaira et vous sera utile.

Episode 1: Bolivar et le bolivarianisme

Comme son nom l'indique de la manière la plus explicite qui soit, la révolution bolivarienne se réclame de la pensée d'une personne : Simon Bolivar, pourquoi ? Qui est cet Homme ? Quelle est donc sa pensée pour qu'elle soit reprise au XXI^{ème} siècle ? Et oui, on ne fait pas de politique sans histoire, alors rembobinons la cassette historique de deux cents ans, car c'est là qu'en réalité, tout a commencé.

I. Qui est-il?

Né le 24 juillet 1783 à Caracas, Simon Bolivar, aussi appelé le Libertador (libérateur), fut un homme politique et leader militaire qui joua un rôle majeur dans la libération des peuples de l'Amérique du Sud.

Fils d'aristocrates espagnols, il grandit, contrairement à ce que l'on pourrait penser, dans un milieu privilégié. Il perd ses parents très jeunes (3 et 9 ans) mais deux personnes vont l'éduquer et forger sa pensée. Hipolita est sa nourrice noire et esclave de la famille, elle va le nourrir et s'occuper de lui comme son propre enfant (elle donnera d'ailleurs son nom à une des missions sociales de la future révolution). Bolivar la gardera toujours au plus près de son cœur.

Simon Rodriguez ou Robinson est peut-être celui qui a joué le plus grand rôle pour forger la pensée de Bolivar, c'est son mentor. C'est un lecteur de Rousseau qui va l'initier à la littérature classique et à la philosophie libérale jusqu'en 1798 (il a d'ailleurs sa place au Panthéon National et donnera lui aussi son nom à une mission sociale). A partir de cette date, Bolivar, poussé par son oncle, entame une carrière militaire et des voyages initiatiques en Europe qui vont compléter sa formation.

En 1799 il arrive en Espagne après une escale au Mexique et à Cuba, il y rencontre rapidement la belle espagnole Maria Teresa dont il tombe amoureux. Il veut fonder une famille et revenir au Venezuela mais son oncle lui conseille de voyager quelques temps en lui expliquant que c'était un peu prématuré. 1801, il se rend à Bilbao puis en France à Paris et Amiens avant de revenir à Madrid et épouser Maria Teresa. Bolivar et Maria Teresa vivent l'amour fou et voyagent au Venezuela jusqu'en janvier 1803 où Maria meurt de la fièvre jaune. Bolivar est bouleversé et anéanti, il repart en Europe pour s'installer à Paris au printemps 1804. Il va y vivre une vie sociale très intense avec tous les plaisirs que peut offrir la capitale française et va même avoir des amours furtifs, un signe évident de sa tourmente amoureuse après la mort de Maria. Bolivar va également y retrouver son maître et ami Simon Rodriguez et d'autres savants avec lesquels il va commencer à parler de l'indépendance latino-américaine.

Continuant ses voyages à travers l'Italie, la Hollande, l'Angleterre et les Etats-Unis, Bolivar s'aperçoit que le déclin de l'empire espagnol est inéluctable et jure à Rome de ne jamais laisser son âme, ni son bras en repos, tant que l'Amérique « espagnole » ne sera pas libre.



II. El Libertador

De retour au Venezuela, Bolivar entame le processus de libération de l'Amérique. Ne racontons pas toutes les batailles militaires mais allons directement aux dates clés de cette indépendance qui sera marquée et influencée par la mort de Bolivar.

- 5 juillet 1811 : Avec l'appui de Bolivar et Francisco de Miranda (un autre héros de l'indépendance), un congrès proclame l'indépendance et la Première République du Venezuela.
- Juin 1812 : Les troupes espagnoles reconquièrent le pays.
- Août 1813 : Après de nombreuses victoires militaires de Bolivar, la Deuxième République est proclamée. Le titre de « Libertador » lui est alors décerné par la municipalité de Caracas (future capitale) le 14 octobre de la même année.

Malgré tout, la république est proclamée mais différentes batailles continueront de sévir avant la véritable indépendance, c'est-à-dire le retrait définitif des troupes espagnoles.

- 17 janvier 1819 : Sous l'impulsion de Bolivar et sa vision de l'union latino-américaine, la Grande Colombie est proclamée. Elle regroupe le Venezuela et la

Colombie (incluant à l'époque le Panama). Plus tard, l'Equateur en fera partie à partir de 1822.

- 17 décembre 1830 : A l'âge de 47 ans, Bolivar, souffrant de graves problèmes de santé, s'éteint, et avec lui la Grande Colombie la même année. Sa mort reste tout de même mystérieuse, certains affirment qu'il a été assassiné.
- 1845 : Après des décennies d'obstination des espagnols pour ces territoires, la souveraineté est enfin reconnue et les troupes militaires espagnoles se retirent enfin.

III. Le bolivariisme

Sur le fond, quel est l'héritage idéologique laissé par Bolivar pour qu'il soit repris à travers tout un continent au XXI^{ème} siècle?

On note avant tout la nécessité d'une unité latino-américaine qui va de pair avec son indépendance. Les indépendances nationales doivent se consolider à travers un pouvoir central qui serait le garant de la stabilité du continent. La Grande Colombie en a été une expérience.

Bolivar est également le précurseur de l'anti-impérialisme sur le continent en prônant l'équilibre universel. Cette doctrine consiste à combattre sur le plan international, toute supériorité de nations sur d'autres. Elle s'applique tant à l'hégémonie européenne que celle des Etats-Unis. Et oui, en 1829, Bolivar disait déjà des Etats-Unis qu'ils semblaient "destinés par la Providence à attirer sur l'Amérique toutes les pires plaies au nom de la liberté".

Mais Bolivar est par-dessus tout un humaniste convaincu. Il refuse l'esclavage et l'exploitation des indigènes, et prône liberté et justice. C'est également un pacifiste, l'armée ne servant à ses yeux qu'à libérer des territoires, en aucun cas les conquérir.

Cette période de l'histoire est extrêmement importante pour comprendre la révolution bolivarienne. Le chavisme fera constamment référence à ces héros de l'histoire vénézuélienne pour s'y identifier. Bien que Bolivar prenne le dessus pour la symbolique dont il est porteur, bien des noms reviendront sur la scène politique, de Sucre à Miranda, en passant par Robinson ou Hipolita.

Dans quel contexte reviendront-ils? La suite au prochain épisode...

Si vous voulez aller plus loin...

- La pensée bolivarienne, je vous conseille cet excellent texte d'Héctor Constant Rosales, professeur à l'Université centrale du Venezuela, qui détaille la pensée de Bolivar et son actualité au sein des relations internationales de l'Amérique latine:
Actualité de la pensée de Simon Bolivar dans les relations internationales du XXI^e siècle
http://www.medelu.org/IMG/pdf/Trad_FR_Constant-1_norm_2_n.pdf
- En 2013 un film à très gros budget qui retrace justement la vie de Simon Bolivar à travers ses aventures américaines et extra-américaines:
« The Libertador » d'Alberto Arvelo
https://fr.wikipedia.org/wiki/The_Libertador

Episode 2: Avant le 6 décembre 1998 et l'arrivée de Chavez

Nous connaissons à présent la figure historique que fut Simon Bolivar, la pensée qui l'animait, et l'histoire qui l'accompagne. Faisons désormais un bond dans le temps. La date du 6 décembre 1998 est sans nul doute la plus importante de l'histoire de la révolution bolivarienne, puisqu'elle en constitue le commencement. Par conséquent, afin de comprendre son avènement, il faut observer en détail ce qu'était le Venezuela de l'avant-Chavez, et comprendre les idées et les motivations qui l'ont construite. Nous nous situons dans les années 1980/1990.

I. La misère d'un peuple

S'il y a bien un facteur décisif dans la rébellion d'un peuple contre quelque système que ce soit, c'est bien ses conditions et son niveau de vie. Et dans le cas présent, le niveau de vie au Venezuela était catastrophique.

Pour comprendre, prenons le célèbre indicateur de développement humain comme point de départ de notre analyse. Pour ceux qui ne sauraient pas de quoi il s'agit, c'est un indicateur qui varie de 0 à 1 et qui est calculé à partir de trois critères: l'espérance de vie, l'accès à l'éducation, et le PIB par habitant. Plus on approche de 1, mieux c'est, plus on approche de 0, plus ça va mal. Rien de bien méchant.

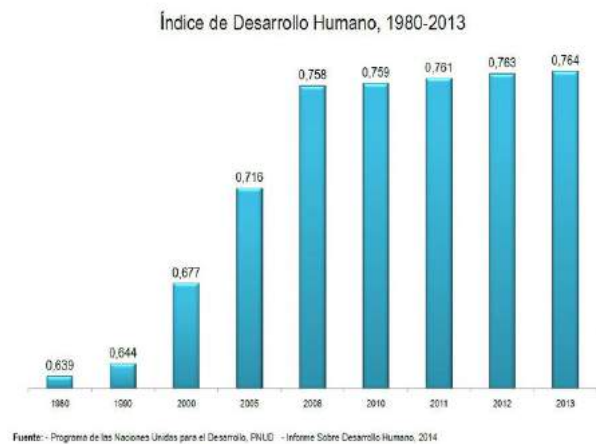
Je pense que la plupart d'entre vous êtes d'accord avec moi pour dire que les Nations Unies ne sont pas une organisation bolcheviko-chaviste? Parfait, on ne m'accusera pas d'être subjectif sur ces données. Voici un premier graphique du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement):

Indice de Développement Humain du Venezuela de 1980 à 2013 © INE (reprenant les statistiques du PNUD)

On constate très clairement un faible IDH en 1990 à 0,644. Pour vous donner une idée de ce que cela représente, la France à la même période avait un IDH de 0,909 et elle est aujourd'hui à 0,888, ce qui reste élevé. Le taux de croissance annuel de l'IDH vénézuélien n'est en moyenne que de 0,501% dans les années 1990¹. Là

encore pour se faire une idée, on peut le comparer au taux de croissance entre 2000 et 2013 qui est de 0,934%, soit presque deux fois plus élevé.

J'ai pris l'IDH pour avoir une vue générale de la situation, mais malheureusement, si on rentre dans les détails, les faits se confirment. En 1997, un vénézuélien sur deux est pauvre, l'extrême pauvreté touche elle, un quart de la population². En 1998, moins de trois millions de personnes ont un accès régulier aux soins³, une personne sur cinq n'a pas accès à l'eau potable⁴, presque un enfant sur deux n'a pas accès à l'éducation secondaire, en bref, la situation sociale est catastrophique.



¹ Ces données et leurs graphiques proviennent du dossier [Indice de développement humain, 1980-2013](#) de l'INE vénézuélien (Institut National de la Statistique), lui-même reprenant le PNUD.

² Données de l'INE sur la [pauvreté](#)

³ "[Venezuela, une révolution économique et sociale](#)" par Salim Lamrani

⁴ Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Environnement - [Population avec un accès à l'eau potable 1988-2009](#)

II. Une inégale répartition des richesses

Le Venezuela à cette époque est également, vous l'aurez deviné, un pays très inégalitaire. Si la majeure partie de la population connaît une situation sociale difficile, il existe également une petite caste de privilégiés qui sévit, notamment dans les quartiers chics de Caracas.

Et oui, c'est le moment d'y venir, on va parler de l'or noir. Comment parler du Venezuela sans parler de ses importantes ressources pétrolières?

Hormis le fer, l'or, la bauxite ou encore le diamant, le pays possède d'importantes réserves de gaz naturel et surtout de pétrole. Contrairement aux idées reçues sur les pays du Golfe, c'est le Venezuela qui possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole. D'après les chiffres de BP de 2015, 17,5% des réserves mondiales⁵. La richesse qui émane de cette ressource représente un tiers des revenus du pays.

Malgré une pseudo-nationalisation en 1976 par Carlos Andres Perez lors de son premier mandat, les revenus de PDVSA (l'entreprise pétrolière vénézuélienne) vont davantage dans l'accumulation privé de la classe dirigeante que dans les programmes sociaux, laissant ainsi une énorme source de revenus et de développement potentiel, entre les mains de quelques-uns, sans compter les multinationales étrangères comme Texaco, Exxon, Shell, BP et j'en passe, qui tentent elles aussi d'avoir une part du magot.



Logo de PDVSA

Les inégalités provoquées par cette captation de richesses peuvent se constater grâce à l'étude du coefficient de Gini du PIB par habitant. De la même façon que l'IDH, l'échelle du coefficient de Gini varie de 0 à 1. Le 0 représente une égalité parfaite, et inversement. En 1998 au Venezuela, on était à 0,486 (0,282 en France la même année), contre 0,381 en 2015. Les 20% les plus riches captaient 53,4% des richesses⁶.
De quoi créer le terreau d'une révolte tout ça non?

III. Répression politique : *Caracazo*

Les événements du 27 février 1989 sont d'une importance capitale. Que s'est-il passé ? Tout débute avec l'accession à la présidence le 2 février de la même année du « social-démocrate » Carlos Andres Perez, sur la base d'un programme social-démocrate donc. Il est membre du parti Action Démocratique.

Seulement la tournure des événements qui suivent son arrivée au pouvoir va rapidement dégénérer. Fraîchement arrivé à la présidence, Perez ne tient pas du tout les promesses de son programme électoral mais préfère suivre les conseils néo-libéraux du Fond Monétaire International (FMI), en imposant ainsi au pays d'importantes coupes budgétaires qui incluent l'augmentation des prix du gaz, du téléphone, de l'eau, des transports et de nombreux autres biens de première nécessité, sans compter de nombreuses privatisations.

⁵ Chiffres de [BP](#)

⁶ Données de l'INE sur le [coefficient de Gini](#)

Les étudiants ne pouvant plus payer les transports (le tarif ayant doublé), ils se révoltent et débute alors le *Caracazo*. Au départ de Guarenas le 27 février au matin, la manifestation prend de l'ampleur et investit la capitale Caracas où va commencer une des répressions les plus sanglantes de l'histoire du Venezuela. La police et l'armée sont mobilisées, elles massacrent les manifestants puis persécutent et tuent des civils innocents, notamment dans les quartiers pauvres de Caracas. La ville est dans le chaos, les commerces fermés et les transports arrêtés.



Images d'archive du 27 février 1989

Au-delà des dégâts matériels considérables, c'est le bilan humain qui est fracassant. Le premier bilan officiel de l'époque évoquait 279 morts, mais des découvertes récentes de charniers creusés par le gouvernement à l'époque font état d'environ 2500 à 3500 morts, cependant les estimations sont difficilement vérifiables. Ces événements sont désormais gravés dans les mémoires et vont constituer la principale source d'instabilité politique qui suivra dans les années 1990.

IV. Naissance d'un mouvement révolutionnaire | Le leader Hugo Chavez

La misère du pays et la répression vont donner naissance à un mouvement révolutionnaire mené par le charismatique Hugo Rafael Chavez Frias. A la fois socialiste, bolivarien, chrétien et marxiste, comme il aimait bien le dire⁷, voyons qui est Chavez et le mouvement qu'il représente.

Hugo Chavez est né en 1954 à Sabaneta, dans le sud du Venezuela, où il grandit dans une maison « de bois de palmiers et d'un sol en terre ». Fils de parents enseignants, il se passionne très vite pour l'histoire de son pays et notamment celle de Bolivar. A 17 ans, en 1971, il rejoint l'Académie Militaire Vénézuélienne. C'est à l'académie qu'il lira Marx, Bolivar, ou encore Lénine, et débatta beaucoup avec ses camarades en enrichissant ses connaissances afin de développer son esprit révolutionnaire. En 1975, il sort sous-lieutenant de cette académie avec déjà des ambitions de changement du système politique. En 1984, Chavez et ses compagnons créent au sein de l'armée le MBR-200 (Mouvement Révolutionnaire Bolivarien), « 200 » car il a été créé lors du 200^{ème} anniversaire de la naissance de Bolivar. Ce mouvement d'orientation socialiste va prendre son temps mais passera bientôt à l'action pour essayer de changer les choses.

⁷ Discours de clôture du VIII^{ème} congrès de l'ALBA - [Chávez: "Soy socialista, bolivariano, cristiano y también marxista"](#)



Hugo Chavez à l'académie militaire

V. Tentatives de putsch du MBR-200 contre le pouvoir

Le *Caracazo* de 1989 est la goutte de sang qui fait déborder la coupe déjà pleine. Il ne faudra pas moins de trois ans pour que le MBR-200 tente un premier putsch le 4 février 1992 contre Carlos Andres Perez. Des soldats révolutionnaires emmenés par Chavez investissent Caracas, mais par manque d'organisation et d'alliances solides, le coup échoue, et Chavez est emprisonné pendant deux ans.



Il déclare aux médias assumer l'entière responsabilité de cet échec. Cette séquence va lui donner une aura nationale et sa popularité grimpe en flèche, le public découvrant un leader militaire au béret rouge jusque-là encore inconnu, qui a eu le courage de défier Perez. Un second coup d'état a été tenté le 26 et 27 novembre de la même année mais il échoue à son tour.

Hugo Chavez en 1992, annonçant l'échec de l'insurrection aux médias

VI. Vers le 6 décembre 1998

Après que Perez ait finalement quitté le pouvoir en 1993 pour fraude fiscale, en 1994 est élu l'indépendant Rafael Caldera, grâce entre autre à la promesse qu'il a faite de libérer Chavez s'il arrivait au pouvoir (Chavez étant devenu très populaire auprès de la population grâce à sa tentative de putsch). La promesse est tenue et Chavez est libéré. Il fonde alors le parti Mouvement Cinquième République avec lequel il se présente aux élections de 1998 avec la promesse de changer la constitution et de rendre sa dignité au peuple.



Hugo Chavez en décembre 1998, après avoir gagné les élections et célébrant sa victoire dans la rue

Comme le montre la photo ci-dessus, le 6 décembre 1998, Chavez gagne les élections avec 56% des voix. Tout le peuple se repose désormais sur lui. Certains se posent encore la question : va-t-il vraiment changer les choses ou est-ce encore un beau parleur ? C'est ce que nous verrons dans l'épisode 3.

Si vous voulez aller plus loin...

...dans la compréhension de ce qui a poussé Chavez à agir, je vous conseille ce documentaire de 2010 dans lequel il revient notamment (mais pas que) sur les événements que nous avons évoqué dans l'article à travers un entretien avec un journaliste argentin: [Hugo Chavez vraiment](#).

Episode 3: La révolution bolivarienne sous Chavez

Nous voici à présent lancés dans le cœur du sujet. Rebondissements après rebondissements, la révolution bolivarienne prend enfin forme. Afin de rester dans le cadre d'un article de blog, il est évident que je ne peux étudier avec vous tous les aspects de la Révolution sous Chavez (même s'il se peut que je déborde un peu après Chavez par moment). En revanche, ce qui va suivre tente de faire une synthèse à la fois détaillée, mais aussi simple et accessible de tous. Certains aspects ne seront peut-être pas approfondis, mais l'espace commentaire est évidemment ouvert aux questions si vous le souhaitez.

Mais je vous rassure, on va déjà aller beaucoup plus en profondeur qu'un article de *l'Express* ou de *Libération*...

I. Une nouvelle constitution

Comme promis, après avoir prêté serment sans conviction sur la constitution de la IV^{ème} république, Chavez entame la rédaction d'une nouvelle constitution par le biais d'une Assemblée Nationale Constituante. La République du Venezuela devient République bolivarienne. Changement de nom, changement de ton. Voyons ce que définit cette assemblée pour le pays.

Dans la nouvelle constitution, quatre axes fondamentaux de la société vénézuélienne sont redéfinis:

- Sur le plan institutionnel, l'accent est mis sur la démocratie participative. La nouvelle organisation politique de la société permet au peuple de s'impliquer davantage dans la gestion des affaires publiques. Les assemblées de citoyens et citoyennes voient le jour, et le recours au référendum devient beaucoup plus fréquent⁸. Les référendums peuvent être consultatifs, sur des questions d'intérêt général, abrogatoires, pour adopter une loi que le parlement refuse, ou encore révocatoire, pour destituer un élu allant du maire au président de la République. La constitution en elle-même est née de la consultation du peuple, par l'intermédiaire de l'ANC.
- La nouvelle constitution marque aussi l'apparition de nouveaux droits fondamentaux pour les vénézuéliens. Ainsi, tout vénézuélien a désormais le droit à des soins médicaux gratuits et de qualité⁹, une éducation gratuite y compris dans l'enseignement supérieur¹⁰, et un environnement sûr, sain et écologiquement équilibré¹¹. Un chapitre entier est également consacré aux droits des peuples et communautés indigènes¹². Leur existence et leurs us et coutumes sont désormais reconnus et protégés par la constitution.
- La séparation des pouvoirs est elle aussi redéfinie. On compte désormais cinq branches parmi lesquelles le législatif, l'exécutif et le judiciaire, mais aussi le pouvoir électoral chargé de la bonne tenue des élections (sous contrôle du

⁸ Article 70 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

⁹ Article 83 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

¹⁰ Articles 102 et 103 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

¹¹ Article 127 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

¹² Titre III, Chapitre VIII de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

Conseil National Électoral), et le pouvoir citoyen, regroupant au sein du Conseil moral républicain, le défenseur du peuple, le procureur général de la République (*fiscal general* en espagnol) et l'inspecteur général de la République¹³.

- Enfin, en matière économique, on note que la constitution garantit la totale souveraineté de l'Etat sur l'industrie pétrolière et son entreprise PDVSA¹⁴. Quand on sait que l'or noir représente 96% des exportations du pays, le monopole de l'Etat sur sa production n'est pas anodin, il vise à garantir la "souveraineté économique et politique" du pays.

Après validation populaire par référendum le 15 décembre 1999, le 20 décembre la nouvelle constitution est adoptée.



Un homme brandit la constitution de 1999 lors d'une mobilisation chaviste (photo non datée)

En 2007, Chavez a annoncé vouloir modifier 33 articles de la constitution. Cette décision provoque un tollé médiatique international. Le projet de réforme constitutionnel prévoit notamment de limiter la durée quotidienne de travail à six heures (36 heures hebdomadaires), d'interdire aux employeurs le fait d'obliger leurs salariés à effectuer des heures supplémentaires, de multiplier le nombre de conseils communaux, de supprimer l'autonomie de la banque centrale pour allouer plus de fonds aux programmes sociaux ou encore de distribuer les terres non productives aux paysans. Vous vous doutez bien que ce n'est pas ce genre de réformes sur lesquelles les médias vont s'attarder.

Chavez tenant la constitution de 1999 (droite) et la nouvelle (gauche) si la réforme constitutionnelle est approuvée
© AFP



La réforme prévoit également d'abolir la limitation du nombre de mandats dans le temps et d'élargir à sept ans la durée d'un mandat présidentiel. Diantre! Il y a là la preuve évidente du caractère dictatorial de cet homme! Une campagne médiatique de grande ampleur est engagée pour dénoncer "l'autoritarisme" présumé de Chavez. Une hypocrisie d'une ampleur risible. Le projet en lui-même n'est pas imposé au pays. Il est d'abord soumis au vote de l'assemblée nationale puis à celui du peuple par référendum. L'opposition avait boycotté les législatives de 2005 et se plaint de ne pas pouvoir agir sur cette réforme. Drôle de situation non?

¹³ Article 273 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

¹⁴ Articles 302 et 303 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

Deuxième hypocrisie, encore plus risible celle-ci. On ne parle évidemment pas de l'ensemble de la réforme dans les médias, mais seulement de l'abolition de la limite du nombre de mandats¹⁵. On y voit la volonté d'un homme de s'accrocher au pouvoir. Risible encore une fois, quand on sait que l'on peut rester éternellement au pouvoir à condition d'être élu dans bon nombre de pays européens comme le Royaume-Uni, le Portugal, l'Italie, l'Allemagne ou encore... la France. Vous voulez la fin de l'histoire? Le projet de réforme de la constitution est refusé par référendum le 2 décembre 2007 à 51% de "non". Chavez reconnaît le résultat et s'y soumet, tel un vrai dictateur pas vrai?

II. Des débuts difficiles | Coup d'état de 2002

La révolution met du temps à s'impulser et connaît des débuts difficiles. Le prix du baril avait chuté et avait entraîné une forte récession durant l'année 1999. Chavez a réagi en s'accordant avec les pays de l'OPEP pour faire remonter le prix du baril, signant ainsi le grand retour du Venezuela au sein de l'OPEP.

A la crise économique due au pétrole s'ajoute également des déstabilisations politiques venant de l'opposition et des Etats-Unis. Après avoir renationalisé PDVSA en accord avec la constitution, Chavez s'attire évidemment les foudres de Washington qui profitait jusqu'alors d'un pétrole bon marché. L'opposition et la Maison Blanche peinent à reconnaître le caractère légitime de la présidence de Chavez et de la nouvelle constitution.

Chavez est également freiné dans sa volonté de réformes sociales par une corruption et un système capitaliste bien ancré dans toutes les sphères de la société. C'est ainsi que le 11 avril 2002, un coup d'état ouvertement soutenu par Washington, une bonne partie de l'opposition et par les médias privés, est fomenté contre lui. Le récit de ce coup pourrait être le scénario d'un film hollywoodien par son déroulement aussi tragique qu'extraordinaire. Je vous en fais une petite chronologie ici:

- 7 avril 2002: Chavez licencie des cadres dirigeants de PDVSA. Malgré la nationalisation, l'Etat peine à contrôler totalement l'entreprise pétrolière et Chavez tente d'y remédier.
- 9 avril: Le syndicat CTV et le syndicat patronal *Fedecamaras* organisent une grève générale de 24h.
- 11 avril: L'opposition organise une manifestation (200 000 personnes) à Caracas exigeant le départ du président Chavez élu démocratiquement. La manifestation ne suit pas le parcours prévu et se dirige vers le palais présidentiel de Miraflores. L'opposition, soutenue par les médias privés cherche la confrontation avec la contre-manifestation chaviste rassemblée autour du palais. Des heurts éclatent, des snipers inconnus tirent sur la foule tuant chavistes comme anti-chavistes (sept d'entre eux seront arrêtés, on les soupçonne d'être directement envoyé par la CIA qui n'en est pas à son premier coup d'essai en Amérique latine), un détachement de l'armée menace de faire « sauter le palais » si Chavez ne renonce pas. Chavez est emmené et séquestré sur une base militaire. Pedro Carmona,

¹⁵ [Hugo Chavez veut modifier la Constitution pour rester au pouvoir](#), Libération, 16 août 2007

président du syndicat patronal *Fedecamaras* et fervent opposant à Chavez, est auto-proclamé président de la République et fait abolir la constitution de 1999.

- 13 avril: les vénézuéliens issus des quartiers populaires majoritairement, descendent dans les rues par milliers exigeant la libération de Chavez et son retour à la présidence du pays. Aidé par certains militaires et la garde présidentielle, le palais de Miraflores est repris, Chavez est libéré et revient en héros.



Le peuple devant le palais présidentiel exige la libération de Chavez

Ce coup d'état qui aura destitué Chavez durant 48 heures va renforcer considérablement sa réputation. Avant de passer à la suite, je voudrais vous donner une liste de noms que je vous sommes de retenir : Julio Borges, Leopoldo Lopez, Henrique Capriles, Maria Corina Machado, Antonio Ledezma, ou encore *Globovision, Venevision, RCTV, Televen, El Nacional, Ultimas Noticias, El Universal, TalCual*. Ce sont là des noms de personnalités politiques ou de médias qui ont soutenu le putsch contre un président démocratiquement élu et qui pour la plupart sont encore actifs aujourd'hui. Tachez de vous en souvenir. On reparlera de certains d'ailleurs dans le prochain article.

Reprenons. Malheureusement, le coup d'état ne suffit pas à l'opposition. Une grève générale de PDVSA est organisée pendant pratiquement deux mois entre 2002 et 2003. Il y a là une volonté de sabotage de l'industrie pétrolière qui en restera affectée sur sa productivité notamment.

III. D'importantes et impressionnantes avancées sociales

Malgré des débuts difficiles, une fois la révolution réellement lancée, les progrès sociaux vont être impressionnants. Faire l'impasse dessus lorsque l'on parle de la révolution relève clairement de la malhonnêteté intellectuelle.

Les missions bolivariennes (*misiones* en espagnol) sont une série de programmes sociaux développés au Venezuela depuis 2003 et qui continuent encore de nos jours pour la plupart d'entre-elles (certaines ayant atteint leur but, elles ont pris fin). Les volontés de changements étaient jusque-là compromises par, non seulement une opposition néolibérale antidémocratique, mais également par un appareil d'Etat gangrené par une corruption structurelle. Les missions répondent directement à cela par l'implication directe des citoyens dans la gestion public, en continuité avec la démocratie participative prônée par la constitution.

Chaque année, les missions sont rééditées pour répondre à des exigences différentes. Elles traitent chacune d'un ou plusieurs problèmes spécifiques, comme la lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté, l'éducation, la santé ou encore l'analphabétisme. Elles sont réalisées grâce à des citoyens bénévoles accompagnés de certaines institutions comme les universités ou bien les entreprises publics. Leur financement est en grande partie lié aux excédents de PDVSA, elles sont donc grandement dépendantes de la prospérité de l'industrie pétrolière vénézuélienne, ce qui pose d'autres problèmes que l'on verra plus tard.

Voyons deux exemples de missions très populaires :

- La mission *Robinson* a pour objectif d'éradiquer l'analphabétisme. Créée en 2003, il aura fallu seulement deux ans pour qu'en 2005, l'UNESCO proclame le Venezuela, territoire libre d'analphabétisme¹⁶.



Hugo Chavez en 2003 lors d'une cérémonie de remise de diplômes dans le cadre de la mission d'alphabétisation Robinson © Maiquel Torcatt NVENPRES

D'autres missions concernant l'éducation ont vu le jour avec chacune leur spécificités et particularités comme la mission *Sucre* ou la mission *Ribas*.

- La *Gran Mision Vivienda* (Grande Mission Logement) consiste elle à charger l'Etat de la construction de logements dans le pays. Créée en 2011, elle est probablement la plus impressionnante en terme d'efficacité. L'année même de son lancement, 146 718 maisons ou appartements ont été construits, 200 080 en 2012, 200 370 en 2013, 126 503 en 2014 et 326 329 en 2015, pour un total de un million de logements en cinq ans¹⁰. Pas mal non? Et ce ne sont pas des logements dans un environnement désertique, ils sont accompagnés d'espaces verts, d'aires de jeux et d'espaces prévus pour les activités sociales, culturelles ou sportives.



Inauguration de logements dans le cadre de la Gran Mision Vivienda en 2016

Il existe plus d'une vingtaine de missions actives au Venezuela. Je vous donne quelques chiffres significatifs qui illustrent bien leur impact sur la situation sociale du pays:

- L'espérance de vie est passée de 72 ans en 1998 à 75 ans en 2014¹⁷.
- L'indice de développement humain est passé de 0,699 en 2000 à 0,764 en 2013¹⁸.
- Entre 1998 et 2013, l'accès à l'eau potable a augmenté de 15%¹⁹.
- Entre 1999 et 2014, le chômage est passé de 11% à 5,6%²⁰.
- Le nombre d'établissements de santé est passé de 4 957 en 1998 à 13 372 en 2014. Autrement dit, 8 415 établissements de santé ont été construits en 16 ans²¹.
- L'accès à l'éducation secondaire a augmenté de 27,1%²².

IV. Intégration américaine

L'exemple de la révolution bolivarienne a poussé d'autres peuples d'Amérique du sud à se révolter démocratiquement, et différents gouvernements de gauche ont vu le jour après l'arrivée de Chavez. Parmi eux, dans leurs diversités politiques, on peut citer ceux de Lula da Silva au Brésil et Nestor Kirchner en Argentine en 2003, de Tabare Vazquez en Uruguay en 2005, de Evo Morales en Bolivie en 2006, de Rafael Correa en Equateur en 2007, ou encore de Michelle Bachelet au Chili en 2014. Chaque gouvernements possèdent leurs propres caractéristiques et ne se revendiquent pas forcément du "socialisme".

Lorsque Chavez arrive au pouvoir, l'Amérique latine est loin d'être le continent unifié dont rêvait Bolivar. La seule organisation à vocation réellement continentale est l'OEA (Organisation des Etats Américains), mais l'emprise de Washington sur celle-ci est conséquente. Cuba y était encore exclu jusqu'à il y a peu. Les Etats-Unis rêvaient également d'étendre leur libre-échange à échelle continentale à travers l'ALCA principalement.

C'est ainsi que vont voir le jour différentes organisations, dont le Venezuela de Chavez va participer activement à leur création. On peut notamment citer l'UNASUR (2004)

¹⁷ *Comprendre le Venezuela*, Andrés Bansart, Le Temps des Cerises, 2016

¹⁸ Données de l'INE sur la [santé](#)

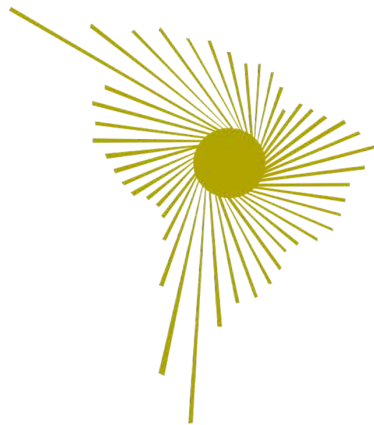
¹⁹ Données de l'INE sur l'[IDH](#)

²⁰ Données de l'INE sur la [main-d'oeuvre](#)

²¹ Données de l'INE sur la [santé](#)

²² Données de l'INE sur l'[éducation](#)

comme alternative à l'ALCA (et l'OEA dans une certaine mesure), la CELAC (2010) comme alternative à l'OEA, ou encore la fameuse ALBA (2004).



Logo de l'ALBA

Parlons un peu de cette ALBA. Cette organisation de coopération voit le jour en avril 2005 avec un accord entre Cuba et le Venezuela selon lequel le pays envoie du pétrole à Cuba en échange de médecins (Cuba étant le pays avec le plus de médecins au km²). Progressivement, d'autres pays vont rejoindre l'organisation parmi lesquels notamment l'Equateur, la Bolivie, et huit autres pays. L'ALBA met l'accent sur la solidarité, la complémentarité, la justice, et la coopération latino-américaine, selon ses propres mots²³. Contrairement à ce qui a pu être dit par certains, l'ALBA n'est en aucun cas une alliance militaire, mais avant tout une coopération économique. Il est cependant vrai de dire qu'elle a un caractère politique plus prononcé que d'autres organisations comme l'UNASUR ou la CELAC. L'organisation s'oppose explicitement à l'impérialisme nord-américain et refuse les logiques d'accaparement des richesses au détriment d'autres peuples. A vous de juger si ces intentions sont louables.

V. Naissance du PSUV

Je rajoute cette petite partie pour préciser que, jusque ici, le parti politique dirigeant cette révolution est toujours le Mouvement Cinquième République créé en 1997. Seulement, il vieillit et rien que son nom n'est plus d'actualité. C'est ainsi que le 14 mars 2008 est créé le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV). Il se fonde par une fusion du Mouvement Cinquième République et de cinq autres partis. Notons que le Parti communiste (PCV) a cependant décidé de rester à l'écart bien qu'il soutienne le président Chavez.



Logo du PSUV

En 2012 voit le jour un Grand Pôle Patriotique, coalition politique autour du PSUV, qui regroupe plusieurs partis politiques soutenant la révolution bolivarienne, dont le PCV.

VI. Censure des médias au Venezuela? Ça dépend de quel point de vue...

Alors là, c'est une question sensible. Chavez a-t'il muselé la liberté d'expression au Venezuela? A en croire nos médias, c'est irréfutable. A en croire les faits, absolument pas.

Le "problème" de la liberté d'expression au Venezuela n'en est pas un, il ne faut pas avoir peur de le dire, c'est une fable, destinée à détourner le regard des avancées sociales de la révolution. Jamais Chavez n'a empêché la critique de s'exprimer. En réalité, c'est tout l'inverse qui s'est produit. Pour vous donner une idée, je vous invite à lire

²³ Site officiel de l'ALBA-TCP <http://alba-tcp.org/en/contenido/alba-tcp-eng>

l'excellent article de Thierry Deronne de 2015 qui explique très bien cette farce (à voir en bas de page). Je vais vous donner quelques éléments mais j'insiste pour que vous alliez le lire si vous n'êtes pas convaincus par ce qui va suivre.

La grande majorité des médias vénézuéliens sont critiqués à l'égard du chavisme, et pour cause, en 2014, sur 2896 médias, 80% d'entre eux étaient des entreprises privées. La vérité, c'est que un des problèmes du chavisme est de ne pas arriver à diffuser de façon massive ses informations auprès de la population. Les chaînes de télévision et les journaux en majorité privés donc, ne cessent de diffuser des informations contre le gouvernement, et très rarement l'inverse. En 2014, 85% des audiences radios et TV étaient réalisées par les médias privés, contre 12% seulement par ceux du public, et 3% par les médias communautaires.

En 2005 a été lancée la chaîne *Telesur* à l'initiative de Chavez, en coopération avec d'autres pays latino-américains, dans le but justement de contrer l'hégémonie du privé sur l'information, mais c'est loin d'être gagné. Pire encore, lors du coup d'Etat de 2002, c'est bien l'opposition qui a pris possession de la seule chaîne TV relaie du point de vue chaviste à cette époque, à savoir VTV sur le Canal 8, et qui en a coupé le signal. Cette même chaîne TV a encore récemment été attaquée par des groupes violent d'opposition qui y ont mis le feu, et combien d'autres exemples d'attaques contre la liberté de la presse venant de l'opposition peut-on citer. Tiens donc, les rôles de l'oppresser et de l'oppressé seraient-ils en réalité inversés?



Scène de la vie quotidienne sous la dictature bolivarienne: la dirigeante d'extrême-droite Maria Corina Machado, impliquée dans plusieurs tentatives de coup d'État depuis 2002, explique aux médias « bâillonnés » qu'il n'y a pas de liberté au Venezuela. © Photo tirée de l'article de Thierry Deronne

Donc oui, c'est bien une question de point de vue. D'un côté, celui de ces médias privés (vénézuéliens mais aussi la presse internationale qui reprend en chœur) qui inventent leur propre répression, et de l'autre, celui des chavistes qui tentent tant bien que mal de dénoncer la supercherie et de mettre en avant les réussites de la révolution. Oui, il y a bien une censure de l'information au Venezuela, celle de ces groupes privés qui censurent la réalité des programmes sociaux et s'acharnent à dénoncer la révolution plutôt que de faire un vrai travail journalistique.

Enfin, avant de clore cette partie il faut absolument que je vous parle d'une dernière chose. Une fois toutes les supercheries sur la prétendue censure démasquées, il reste un ultime argument des anti-chavistes: *Alo Presidente*. Il s'avère que tous les dimanches à 11 heures, était diffusé à la radio et sur des chaînes de télévision un programme dans lequel le président de la République, pour ne citer que lui, prend la parole et dialogue avec les citoyens sur des sujets divers et variés. Il y rend également compte des politiques menées par le gouvernement, des choses qui vont, qui ne vont pas etc. Alors effectivement ça peut en effrayer certains, il est préférable d'avoir un gouvernement qui mène sa politique dans son coin, à l'abri des regards, et qui ne rend pas compte de ces actes devant le peuple qu'il est censé représenter. Est-ce une censure de la radio et des chaînes TV? Si ça peut vous rassurer, le programme ne dure que quelques heures le dimanche et n'est diffusé que sur les médias publics. Aujourd'hui l'émission existe toujours sous le nom de *Domingo con Maduro*.

VII. Les élections: dictature déguisée ou processus démocratiques?

Après la liberté d'expression vient la démocratie. Je vais être concis, mais sachez que l'on n'a vraiment pas de leçons à donner sur ce sujet. Depuis l'accession au pouvoir de Chavez le 6 décembre 1998, dix-sept élections ont eu lieu au Venezuela²⁴. Toutes ont été remportées par le chavisme à l'exception des législatives de 2015. A ces dix-sept élections s'ajoutent sept référendums nationaux, dont six remportés par le chavisme. La fiabilité de l'ensemble des scrutins a toujours été validée par l'ensemble des observateurs internationaux, et le Venezuela est reconnu dans la région comme ayant un excellent système électoral. En 2012, lors de la réélection de Chavez à la présidence, Jimmy Carter, 39^{ème} président des Etats-Unis, a même affirmé que le processus électoral vénézuélien était le "meilleur du monde"²⁵. Un vrai marxiste-léniniste celui-là.



Vote lors de l'élection présidentielle de 2013

Et quand un scrutin est perdu par le chavisme, le résultat est reconnu et respecté. Quand en 2007, le référendum sur la constitution fut perdu par Chavez, il a immédiatement reconnu le résultat et s'est soumis à la démocratie. Quand en 2013, le chavisme gagne les élections, l'opposition ne reconnaît pas le résultat²⁶, et quand en 2015, cette même opposition gagne les législatives, le résultat est devenu bon. Démocratie à géométrie variable pour certains donc.

Enfin, tandis que sept référendums ont eu lieu au Venezuela depuis le début de la révolution, sur la même période, seulement deux ont eu lieu en France. Et encore, sur les deux, un n'a pas été respecté (référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005).

Conclusion: vaut mieux balayer devant sa porte avant de chercher à balayer dans le vide chez les autres.

²⁴ Voir la liste sur le site du [Conseil National Electoral](#)

²⁵ [Carter affirme que le processus électoral du Venezuela est le « meilleur du monde »](#), Business Wire, 21 septembre 2012

²⁶ [Au Venezuela, l'opposition refuse l'élection de Nicolas Maduro](#), Le Monde, 15 avril 2013

VIII. Prises de position contestées

Si les grands médias de communication font pratiquement abstraction des conquêtes sociales de la révolution bolivarienne, ils insistent cependant beaucoup sur les relations qu'a pu avoir Chavez avec certains dirigeants politiques sur la scène internationale et qui sont évidemment contestables. Parmi ces relations, on peut relever celles avec Kadhafi, Al-Assad ou encore Ahmadinejad.

Je ne fais pas partie de ceux qui soutiennent ces prises de positions et je pense que ce fut une grave erreur. Mais je pense cependant les expliquer (pas justifier) par la volonté de créer (selon moi) une grande coalition à échelle internationale contre la politique impériale des Etats-Unis.

Malgré cette erreur de Chavez, il n'est cependant pas vrai de dire que l'essentiel du chavisme repose sur sa politique extérieur. Réduire le chavisme à cela est une fois de plus ridicule et malhonnête.

IX. Mort de Chavez

En juin 2011, Chavez annonce un cancer. Il est soigné à Cuba où les médecins sont parmi les plus compétents du monde. Il se bat et lutte contre son cancer mais celui-ci l'emportera le 5 mars 2013. D'énormes rassemblements ont lieu dans tout le pays et un deuil national de sept jours est décrété. Avant son décès, Chavez émit l'hypothèse selon laquelle son cancer lui aurait été volontairement inoculé, soulignant l'étrangeté du fait que plusieurs dirigeants d'Amérique latine avait vu eux aussi un cancer se développ²⁷. Il comparait même son cas à celui de Yasser Arafat dont les circonstances de la mort sont également étranges et non élucidées. Avant sa mort, Chavez a également organisé une allocution télévisée dans laquelle il désigne comme successeur, dans le cadre de la constitution, son vice-président Nicolas Maduro. De nouvelles élections doivent avoir lieu le 14 avril pour élire un nouveau président.

Hugo Chavez à gauche et Nicolas Maduro à droite durant l'allocution télévisée dans laquelle Chavez appelle à voter Maduro aux éventuelles futures élections, 8 décembre 2012



²⁷ [Chavez: "Les Etats-Unis pourraient inoculer le cancer grâce à leur technologie"](#)

Hugo Rafael Chavez Frias, président du Venezuela du 6 décembre 1998 au 5 mars 2013, aura soufflé un vent nouveau sur l'Amérique latine et sur le monde. Promoteur du "socialisme du XXI^{ème} siècle", porteur d'un charisme irremplaçable et d'un courage exemplaire, cet homme a selon moi déjà sa place au panthéon des géants de ce XXI^{ème} siècle.

Sa succession paraît difficile. Que va-t'il advenir du chavisme sans Chavez? La suite dans le prochain et avant-dernier épisode.

Si vous voulez aller plus loin...

- ...à propos du coup d'Etat de 2002, il est indispensable que vous regardiez ce documentaire qui est vraiment excellent: [La révolution ne sera pas télévisée](#)
- ...dans la compréhension du système médiatique vénézuélien, voici l'article de Thierry Deronne que je mentionnais plus haut: [Thomas Cluzel ou l'interdiction d'informer sur France Culture](#)
- ...dans la révolution bolivarienne en elle-même, je vous conseille l'excellent bouquin de Andrés Bansart qui va vraiment en profondeur sur le Venezuela et qui aide vraiment à la compréhension de ce qui s'y passe, y compris aujourd'hui: *Comprendre le Venezuela*, Andrés Bansart, Le Temps des Cerises, 2016

Episode 4: Maduro, ou la difficile succession à Chavez

Nous y voici. La mort de Chavez, le 5 mars 2013, va progressivement nous amener à la situation actuelle. Cette fois nous allons naturellement évoluer sur une période plus courte. Le précédent article synthétisait quatorze années de chavisme avec Chavez. Ici nous évoluerons sur une période d'un peu plus de quatre années de chavisme sans Chavez. Pourtant, l'étude d'une période plus courte ne signifie pas forcément plus de clarté pour ceux qui veulent s'y intéresser, surtout quand la période en question prend en compte l'actualité, imposant ainsi un difficile recul sur la situation. Beaucoup se retrouvent perdus et peinent à démêler le vrai du faux.

C'est ce que nous allons tenter de faire ici. Prenons du recul et regardons ce qui se passe au Venezuela depuis quatre ans. Je vais essayer de n'oublier aucun événements afin que chacun puisse trouver son compte sur le ou les sujets qui l'aurai(en)t intrigué ou tirillé. L'article étant un peu long, j'ai essayé d'optimiser l'organisation pour que vous puissiez aller directement à l'essentiel de ce que vous cherchez, ce qui n'empêche pas la lecture intégrale de l'article bien sûr.

I. Election présidentielle post-Chavez de 2013: le départ d'une crise économique, les prémices d'une grande crise politique

Avant sa mort, Chavez annonce, dans une intervention télévisée devenue célèbre²⁸, vouloir comme successeur à la présidence de la République un certain Nicolas Maduro Moros. C'est un ancien syndicaliste et ancien conducteur de bus alors âgé de cinquante ans, qui a notamment été ministre des Affaires étrangères de Chavez pendant plus de six ans.

Au moment de la disparition du président, Nicolas Maduro est alors vice-président. En accord avec la constitution, de nouvelles élections doivent être convoquées dans les trente jours qui suivent et c'est au vice-président que revient temporairement la charge de président de la République²⁹. A croire que certains ne savent pas lire une constitution, l'opposition déclare la présidence par intérim de Maduro comme une "fraude constitutionnelle"³⁰, je vous laisse vérifier par vous même si c'est vrai (voir les notes pour explication). C'est peut-être un détail, mais vous allez voir que ce n'est que le début d'une longue série de mensonges de ce type dont use l'opposition.

Les prochaines élections présidentielles ont donc lieu le 14 avril. Deux "gros" candidats s'y opposent: à droite, Henrique Capriles Radonski, candidat de la MUD (Table de l'unité démocratique), une coalition de partis de droite et d'extrême-droite qui ont comme point commun un rejet viscéral du chavisme, et à gauche, évidemment Nicolas Maduro, candidat du GPP (Grand Pôle Patriotique), coalition soutenant la révolution bolivarienne.

- Portrait de Henrique Capriles



De gauche à droite: Julio Borges, Leopoldo Lopez et Henrique Capriles, lors de la lecture d'un manifeste soutenant le coup d'Etat contre Chavez en 2002

²⁸ [Le dernier discours de Hugo Chavez](#)

²⁹ Article 233 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

³⁰ L'opposition considère comme une "fraude constitutionnelle" le fait que Maduro soit vice-président et candidat à l'élection qui suit ([Venezuela: la présidence par intérim de Maduro est "une fraude"](#), rtbf.be, 9 mars 2013). L'[article 229](#) de la constitution prohibe effectivement le fait d'être candidat à la présidence et vice-président en même temps, mais la critique est fautive. Maduro n'exerce plus la fonction de vice-président mais de président à la suite du décès de Chavez. Par conséquent, il est tout à fait possible qu'il soit candidat, en qualité de président de la République.

Penchons nous un peu sur ce Henrique Capriles. Comme de nombreux leaders de l'opposition, il ne sort pas de nulle part. Sa famille est l'une des plus riches du Venezuela, possédant plus de vingt grandes entreprises dans le pays parmi lesquelles des entreprises immobilières, industrielles, de services, d'entretien, mais aussi des médias de communication. On peut citer par exemple la société américaine *Kraft Foods* (géant de l'agroalimentaire tiens donc) dont le père de Capriles est le représentant au Venezuela, ou encore des journaux très populaires comme *Ultimas Noticias* dont le groupe qui en est propriétaire s'appelait autrefois la *Chaîne Capriles* (curieusement ils ont changé de nom en 2014).

Bon, passons sur le fait que Capriles ait la chance d'avoir ses propres grands médias de communication et que sa situation est plus que confortable. Après tout, ce qui nous importe c'est son comportement de démocrate non? A en croire *Le Figaro*, on a affaire à un "gendre idéal" qui peut "revendiquer une carrière politique brillante"³¹. Pour *France Info*, "mince et photogénique", il est "l'image de la réussite"³², ou pour *El Pais*, il est tout simplement "l'espoir du Venezuela"³³. Merveilleux.

Sérieusement, voyons à qui nous avons vraiment affaire. Comme vous avez pu le constater un peu plus haut, il fait partie de ceux qui ont soutenu le coup d'Etat de 2002 et qui y ont aussi directement participé. Ainsi, il est l'un de ceux qui ont assiégé l'ambassade de Cuba pendant le putsch, où s'étaient réfugiés certains dirigeants chavistes. Après l'échec du coup, il fera un séjour en prison jusqu'à être amnistié en 2006 par Chavez. Petit couac donc dans la "carrière politique brillante".

On peut également noter une de ses promesses de campagne qui était de "libérer les prisonniers politiques" vénézuéliens dont un certains...Pedro Carmona, président auto-proclamé lors du coup de 2002, et qui a fuit la justice vénézuélienne en Colombie. Drôle de prisonnier politique. Mais ce n'est pas fini, vous allez adorer la suite.

- Plan de la Patrie, élection de Maduro, contestation de Capriles

Avant sa mort, Chavez laisse au chavisme et à Maduro un testament politique censé être une feuille de route pour le prochain mandat présidentiel: le Plan de la Patrie³⁴. Tel Salvador Allende au début des années 1970, Chavez n'était pas dupe, il savait que son pays restait en majeure partie capitaliste et que la révolution n'avait fait qu'entamer une transition vers l'écosocialisme (on y reviendra dans le bilan du dernier épisode). Le Plan de la Patrie fixe cinq grands objectifs historiques afin d'accentuer cette transition: la défense de l'Indépendance Nationale, la continuation de la construction du socialisme bolivarien du XXI^{ème} siècle, la création d'une zone de paix en Amérique, la contribution à un monde multipolaire, et le sauvetage de la vie humaine sur Terre.



Nicolas Maduro lisant le Plan de la Patrie en 2013

³¹ [Capriles, le maître atout de l'opposition vénézuélienne](#), *Le Figaro*, 4 octobre 2012

³² [Venezuela : Henrique Capriles, l'opposant qui fait trembler Chavez](#), *France Info*, 5 octobre 2012

³³ [La esperanza de Venezuela](#), *El Pais*, 4 octobre 2012

³⁴ Téléchargement du plan disponible en français sur le site de l'ambassade vénézuélien en France: [Plan de la Patrie](#)

C'est sur cette base que le 14 avril 2013, Nicolas Maduro est élu président de la République bolivarienne du Venezuela avec 50,61% des suffrages face à Henrique Capriles, avec 49,12%. Les résultats surprennent un peu quand on sait que moins d'un an auparavant, Chavez avait été réélu en récoltant 55,07% des suffrages, soit une différence de 685 794 voix (et un gain pour l'opposition à peu près similaire). Maurice Lemoine analysait bien ce résultat par d'un côté, la démobilisation d'un certain électorat chaviste qui votait surtout pour l'orateur qu'était Chavez, et de l'autre, la re-mobilisation d'un électorat de droite, jusque là démoralisé par la force électoral que représentait le chavisme³⁵.

L'écart de voix entre Maduro et Capriles s'élève à un peu plus de 220 000. Il n'en faut pas plus à Capriles pour dénoncer une fraude. Pourtant, 173 observateurs internationaux du scrutin parmi lesquels l'UNASUR ou le Mercosur notamment, ont reconnu la transparence du scrutin³⁶. Le caractère démocratique et légitime de la présidence de Maduro est indéniable. A titre de comparaison, c'est comme si Mitterand face à Giscard en 1976, ou Romney face à Obama en 2012, n'acceptaient pas les résultats sous prétexte que les vainqueurs aient obtenu respectivement 50,81% et 51,07%. Lui-même, Capriles, a été réélu gouverneur de l'Etat de Miranda le 16 décembre 2012 avec 51,83% des voix. Mais l'opposition ne reconnaît pas le résultat. Malgré le re-comptage partiel des voix qui n'a présenté aucune anomalie, les hostilités sont lancées dans la rue. Les partisans de Capriles déchaînent leur haine: quatre sièges régionaux du PSUV sont incendiés, des centres médicaux pris d'assaut, des radios communautaires attaquées, pour un total de 7 morts et 61 blessés.



Groupes violents d'opposition brandissant le portrait de Capriles après l'élection de Maduro

La photo que vous pouvez voir ci-dessus rappelle celles que l'on peut voir dans la presse actuellement. Les violences ne datent pas d'hier, ici ce n'est qu'un début, mais prenez bien soin de discerner qui est et qui sera l'agresseur à chaque nouvelle vague de violence.

- La Salida et les guarimbas

Le 8 décembre 2013, nouveau camouflet pour l'opposition. Lors des élections municipales, la MUD n'obtient que 81 mairies contre 256 pour le GPP. Il n'aura pas fallu plus de deux mois pour que, le 23 janvier 2014, la Salida (la Sortie) soit lancée. A la date symbolique de la chute du dictateur Perez Jimenez en 1958, trois leaders de

³⁵ Maurice Lemoine, [Au Venezuela, victoire du « chavisme sans Chávez »](#), 17 avril 2013

³⁶ Maurice Lemoine, [Au Venezuela, victoire du « chavisme sans Chávez »](#), 17 avril 2013

l'opposition parmi lesquels Antonio Ledezma, Maria Corina Machado et un certain Leopoldo Lopez, appellent au chaos dans les rues pour organiser "la Sortie" de Maduro, autrement dit l'obliger à démissionner.



A gauche: Leopoldo Lopez et Maria Corina Machado annonce leur plan La Salida le 23 janvier 2014 | A droite: Lopez, Machado et Ledezma prononce leurs discours qui vont lancer les guarimbas le 12 février

Le 12 février, Lopez lance ses sbires à l'assaut du ministère Public dans un discours enflammé. Sans mauvais jeu de mot, des cocktails Molotov sont lancés sur le ministère et des voitures de police incendiées. C'est le début d'une vague d'émeutes extrêmement violentes qui vont durer plusieurs semaines et qui sont connues sous le nom de *guarimbas*. Les pires méthodes y sont utilisées: des routes sont bloquées, des câbles métalliques sont tendus en travers de certaines avenues et des motocyclistes sont décapités, des partisans du gouvernement sont attaqués, des autobus, des ministères, des universités, des écoles, des centres de santé ou encore de distribution d'aliments sont incendiés³⁷.



*Quelques images des guarimbas de 2014
(je pourrais mettre "2017" on y verrait que du feu)*

³⁷ Informations sur le déroulement des *guarimbas* tirées de: *Comprendre le Venezuela*, Andrés Bansart, Le Temps des Cerises, 2016

Bilan des *guarimbas*: 43 morts (dont 9 fonctionnaires de police, 9 personnes ayant tenté de franchir des barricades ou de dégager des rues, et le reste des victimes sont des partisans chavistes ou des passants) et 878 blessés (dont 300 membres des forces de l'ordre). 6 morts (de trop évidemment) sont attribués aux actions des effectifs militaires. 30 policiers inculpés, 3 reconnus coupables, 14 placés en détention et 12 mis en liberté conditionnelle³⁸. Tout ça sans compter les coûts matériels considérables.

- La fabrique du "martyr" Lopez

Il est important de s'arrêter un moment sur le cas de Leopoldo Lopez, car il est emblématique de la guerre médiatique sans précédent qui est livrée depuis le début du gouvernement Maduro, à la révolution. Vous avez pu le voir, Lopez est déjà à l'origine de la *Salida*. Mais c'est également un ancien cadre enrichi de PDVSA qui a participé au coup d'Etat de 2002 contre Chavez (comme Henrique Capriles).

Le jour même du lancement des *guarimbas* le 12 février, il se rend aux forces armées. Certains expliquent son choix par la peur d'être assassiné par son propre camp pour en faire un martyr, ou l'écarter d'un certain leadership de l'opposition³⁹. Il est jugé et condamné à 13 ans et 6 mois de prison pour les violences meurtrières qu'il a initié durant les *guarimbas*. Ça y est, l'opposition et la presse nationale et internationale ont leur martyr, représentant des "prisonniers politiques" au Venezuela.



Leopoldo Lopez le 12 février lorsqu'il se rend, l'image fera le tour des médias

³⁸ Informations sur le déroulement des *guarimbas* tirées de: *Comprendre le Venezuela*, Andrés Bansart, Le Temps des Cerises, 2016

³⁹ Informations sur le déroulement des *guarimbas* tirées de: *Comprendre le Venezuela*, Andrés Bansart, Le Temps des Cerises, 2016

Vous voyez donc bien que ceux qui nous sont présentés comme des héros ne sont rien d'autres que des voyous criminels, qui ne cherchent qu'à faire tomber un gouvernement démocratiquement élu, en rien des prisonniers politiques. Imaginons que demain je lance des cocktails Molotov sur le ministère de l'Intérieur en criant "à bas la dictature de Macron" et que l'on m'emprisonne après cela. Est-ce que vous me considèreriez comme un prisonnier politique? J'en doute.

Pourtant c'est ce qui est fait pour le Venezuela. Il est considéré par le Monde comme le "prisonnier politique numéro un" de "centre-gauche"⁴⁰ (s'il vous plait). Manuel Valls, alors premier ministre, a appelé à sa libération, considérant qu'enfermer un "démocrate", c'était "trahir la démocratie"⁴¹ (on connaît d'ailleurs la conception de la démocratie selon Valls). Sa femme, Lilian Tintori, est aussi très présente dans les médias. On la présente comme "l'égérie infatigable des droits de l'Homme"⁴², et la "messagère" du prisonnier Lopez⁴³, sûrement entre Caracas et Washington... (on reparlera de l'ingérence nord-américaine plus loin)



Début 2017, Lilian Tintori, la femme de Leopoldo Lopez, à Washington avec Donald Trump, Mike Pence, et Marco Rubio (pour discuter évidemment)

- La crise économique

Le début de la présidence de Maduro est également marqué par une crise économique qui va crescendo. Elle pointait déjà le bout de son nez en 2012, lorsque Chavez était encore président, mais elle va vraiment prendre racine dans les années 2013-2014. Si vous avez suivi les autres épisodes de la série, vous savez que le Venezuela est un pays pétrolier. Les devises viennent du pétrole, et le pays importe la grande majorité de ses biens. Par conséquent, si le prix du baril commence à chuter, cela n'augure rien de bon

⁴⁰ Paulo A. Paranagua, [Leopoldo Lopez, prisonnier politique numéro un au Venezuela](#), Le Monde, 11 septembre 2015

⁴¹ [Venezuela: Valls soutient Leopoldo Lopez](#), Le Figaro, 15 octobre 2015

⁴² Paulo A. Paranagua, [La lutte de Lilian Tintori pour la libération des prisonniers politiques au Venezuela](#), Le Monde, 16 septembre 2015

⁴³ Paulo A. Paranagua, [Leopoldo Lopez, prisonnier politique numéro un au Venezuela](#), Le Monde, 11 septembre 2015

pour le pays, et c'est précisément ce qui s'est passé à partir de 2012. Pourtant, contrairement à ce qui est souvent dit, ce n'est pas la seule raison du mauvais état de l'économie vénézuélienne. Le résumé qui va suivre est partiellement repris du livre *Comprendre le Venezuela* d'André Bansart⁴⁴, je le trouve très pertinent:

- Le prix du baril commence à baisser à partir de 2012, et chute durant l'année 2014, notamment du fait de la politique de maintien de la production de l'Arabie Saoudite. L'offre devient énorme par rapport à la demande mondiale. Le baril qui a pu atteindre 110\$, passe progressivement à 28\$.
- Le Venezuela, dont je le rappelle, 96% des exportations et 50% des recettes fiscales proviennent de la production pétrolière (en 2012), connaît ainsi une inflation galopante. Les importations étant en train de diminuer du fait de manque de revenus, les prix augmentent naturellement.
- Les années Chavez ont vu augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres, à cela s'ajoute la croissance démographique naturelle. Deux facteurs supplémentaires qui augmente la carence de l'offre de produits de première nécessité.
- Oui, les énormes revenus pétroliers dont a bénéficié Chavez ont favorisé le financement de l'intervention sociale mais n'ont pas contribué à la stimulation de l'appareil productif (déjà saboté en 2003 par l'opposition en plus) et à la diversification de l'économie (malgré des tentatives mais qui n'ont pas eu de franc succès).

Mais là vous allez voir, c'est un peu plus complexe que la simple explication de la baisse des prix du baril et les erreurs de gestion de Chavez. Des facteurs de déstabilisations économiques tant intérieurs qu'extérieurs existent bel et bien. Il ne faut pas avoir peur de la formule "guerre économique", voyons pourquoi.

- Face au manque de produits de première nécessité, les entreprises de productions de biens produisent moins, ou cachent leurs produits pour spéculer, les entreprises d'importation importent elles aussi volontairement moins, et les magasins vendent le plus cher possible leurs produits. A cela s'ajoute le marché noir. Les *bachaqueros*, ceux qui achètent des produits et les revendent dix fois plus chers, se sont multipliés et constitués en véritables mafias.



A gauche: En août 2015, 56 tonnes d'aliments sont saisies par l'armée à la frontière colombienne | A droite: En décembre 2016, 138 millions de bolivars sont interceptés à cette même frontière

⁴⁴ *Comprendre le Venezuela*, Andrés Bansart, Le Temps des Cerises, 2016

La réalité de la situation c'est que les biens comme la nourriture sont là, dans le pays, mais ne sont sciemment pas distribués. On a ainsi pu voir des images d'énormes stocks de nourritures ou même de bolivars (monnaie vénézuélienne) stagner à la frontière colombienne, hors des circuits de distribution du pays. Pour parer au manque d'approvisionnement et aux prix élevés, le gouvernement augmentera régulièrement les salaires et mettra en place début 2016 les CLAP (Comité Locaux d'Approvisionnement et de Production), qui distribuent massivement des aliments à bas prix aux secteurs populaires.

Tel le Chili d'Allende dans les années 1972-1973, avec les files d'attente devant les supermarchés et la population qui s'agace de la situation qui dure, la stratégie semble claire: on exaspère un maximum la population en empêchant l'accès aux produits du quotidien comme la farine de maïs une semaine, ou les serviettes hygiéniques une autre semaine, puis, on pointe du doigt la responsabilité du gouvernement dans son incapacité à distribuer même les biens de premières nécessités, et enfin, on essaie de le faire tomber. Seulement, maintenant on sait que c'était la CIA qui était derrière la déstabilisation du Chili et la chute d'Allende en 1973, mais pour le Venezuela d'aujourd'hui, on ne le saura que dans trente ans. Quoique, elle n'a même plus l'air de s'en cacher...⁴⁵

II. Elections législatives de fin 2015: crise économique installée, crise politique lancée

Le 6 décembre 2015 doivent se tenir des élections législatives. Les deux mêmes camps, à savoir le GPP et la MUD, s'opposent à nouveau, mais le rapport de force semble cette fois tourner en faveur de l'opposition.

L'exaspération due aux pénuries fait son effet, la MUD remporte le scrutin et gagne ainsi sa première élection majeure depuis le début de la révolution. Le GPP passe de 98 à 55 sièges en ne récoltant que 5 622 844 voix, la MUD passe elle de 65 à 112 sièges, avec 7 726 066 voix⁴⁶. L'année 2016 va sans doute être la plus difficile pour le chavisme, qui va passer sur la défensive. Avec cette nouvelle assemblée qui sera investie le 5 janvier, la contre-révolution se sent pousser des ailes, et pense enfin toucher à son but.

- Analyse des résultats

L'unanimité de la presse vis-à-vis de cette élection est une fois de plus de mise: l'opposition en sortirait victorieuse⁴⁷ et infligerait un camouflet au chavisme. Pourtant, à y regarder de plus près, ce n'est pas ce qui s'est passé. Ce vote a en effet davantage l'allure d'un vote de contestation que d'un vote d'adhésion. Si l'on compare les résultats des deux partis avec ceux de l'élection présidentielle de 2013, on constate que l'opposition ne gagne qu'un peu plus de 360 000 voix, tandis que dans le même temps, le chavisme en perd quasiment deux millions. A cela s'ajoute également 700 000 votes nuls (moins de 70 000 en 2013), sachant qu'au Venezuela sont comptés comme nuls les votes blancs.

⁴⁵ [La CIA confirme publiquement qu'elle travaille au "changement de gouvernement au Venezuela"](#), Venezuela Infos, 26 juillet 2017

⁴⁶ La page du Conseil National Électoral sur les élections de 2015 étant [indisponible](#), les chiffres des résultats sont tirés de [Wikipédia](#). Néanmoins ils sont fiables, dans la mesure où ils concordent avec ce que l'on peut retrouver dans certains articles de presse (très rares) sur le nombre de voix qu'a perdu le chavisme et gagné l'opposition notamment.

⁴⁷ [Au Venezuela, les défis de l'opposition victorieuse](#), L'Obs, 7 décembre 2015

Nicolas Maduro lors de l'allocution télévisée dans laquelle il reconnaît la victoire de l'opposition aux législatives et la victoire de la démocratie, le 7 décembre 2015
© EFE



On voit donc très clairement une démobilisation de l'électorat chaviste, mais il n'y a pas eu de transfert de voix en faveur de l'opposition. La parole exprimée est avant tout un signal fort envoyé au gouvernement, non seulement celui émanant de l'exaspération due aux pénuries, mais aussi contre une certaine bureaucratie chaviste qui s'est installée depuis le début de la révolution, et dont ne peut nier l'existence.

Cependant, les vénézuéliens ayant exprimé démocratiquement leur contestation, ne s'attendaient sûrement pas à donner une telle majorité à l'opposition, dont elle connaît la dangerosité pour le pays, et on va le voir par la suite.

- Une Assemblée Nationale illégale

L'assemblée est donc investie le 5 janvier 2016. On pourrait croire que c'est un événement somme toute anodin, bien que les circonstances soient assez spéciales. Et pourtant, il faut bien comprendre que c'est à partir de là que commence l'affrontement et le blocage qui va avoir lieu entre l'exécutif et le législatif.

En effet, avant l'investiture de la nouvelle assemblée, le TSJ (Tribunal Suprême de Justice) avait annoncé la suspension temporaire de quatre députés de l'Etat d'Amazonas, sur suspicions de fraudes les concernant, comme l'achat de voix par exemple. Parmi ces quatre élections frauduleuses, on trouve trois députés de la MUD et un député chaviste. Mais l'opposition refuse la décision du TSJ, et décide envers et contre tout d'investir ses trois députés le 5 janvier. Il faut donc bien comprendre, car c'est important pour la suite, que l'Assemblée Nationale vénézuélienne est en situation d'illégalité depuis le jour même de son investiture.

Alors pourquoi la MUD fait forcer les portes de l'assemblée par trois de ses députés? L'AN comporte 167 sièges, dont 55 sont aux couleurs du GPP, et 112 aux couleurs de la MUD. Si l'on retire les quatre députés suspendus, la MUD ne se retrouve qu'avec 109 sièges, ce qui lui retire la majorité des deux tiers. Or cette majorité lui aurait conféré davantage de pouvoirs, notamment celui de la convocation d'un référendum révocatoire, dont elle rêve pour faire partir Maduro.

- D'étranges objectifs pour une Assemblée Nationale

Lors de son premier discours, le nouveau président de l'AN, Henry Ramos Allup, annonce comme objectif principal, se donner six mois pour faire partir Maduro par la "voix constitutionnelle", tiens donc comme c'est original. Il faut se poser des questions quand on entend ce genre de chose. La fonction d'une Assemblée Nationale nouvellement élue est-elle de faire tomber le président de la République? Est-ce que Lionel Jospin, une fois premier ministre, a annoncé se donner six mois pour faire tomber

Jacques Chirac? C'est absurde, mais c'est dans la continuité du fait que l'opposition n'a en réalité jamais accepté le chavisme, et encore moins l'élection de Maduro. Par conséquent, quoi de plus logique que de vouloir faire tomber un président dont on ne reconnaît pas le caractère démocratique de l'élection?



Le président Nicolas Maduro (à gauche) et le nouveau président de l'Assemblée Nationale Henry Ramos Allup (à droite), le 15 janvier 2016 © Reuters

Si l'objectif premier de la majorité est de faire tomber Maduro, ce n'est pas pour autant qu'elle va se priver de présenter de nouvelles lois au pays.

Le premier projet de loi que l'assemblée va présenter est tout simplement hallucinant, et je pèse mes mots. La *Loi d'amnistie* (c'est comme ça qu'ils la nomment) est à la fois une loi criminelle et révélatrice. L'opposition veut non seulement permettre à des criminels de retrouver la liberté, mais fait également des aveux concernant ses propres crimes. Pour vous rendre compte à quel point la MUD est culottée et cherche à se blanchir avec cette loi, je me sens obligé de vous citer quelques passages de la "*Loi d'amnistie*"⁴⁸:

- Déjà, dans l'article 2, il est précisé que les amnisties qui seront prononcées concernent l'exclusive période de la révolution, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 1999 à aujourd'hui. Evidemment.
- Article 10: "*Est accordée une amnistie aux crimes et délits, y compris ceux visés par l'article 4 de la présente loi (article 4 dans lequel on trouve l'amnistie de faits comme la violence à l'encontre de l'autorité, l'incitation à la désobéissance des lois, ou encore l'incitation à la haine), relatifs aux faits contraires à la paix et à l'ordre général établi, qui ont eu lieu entre le 11 et le 14 avril 2002 [...].*"

⁴⁸ [Projet de Loi d'Amnistie et de Réconciliation Nationale](#) (en espagnol)

Souvenez-vous, du 11 au 14 avril 2002, c'est la période durant laquelle a eu lieu le coup d'Etat contre Chavez. Autrement dit, avec cette loi, on aurait par exemple pu voir le retour tranquille au Venezuela de Pedro Carmona (pour ne parler que de lui). Dans l'article 11 on a à peu près la même chose mais cette fois en rapport avec la grève pétrolière de fin 2002-début 2003.

- Pour citer d'autres exemples, le projet de loi amnistie également explicitement, des fraudes et escroqueries immobilières (article 31), des ports illégaux d'armes à feu ou d'engins incendiaires ou explosifs, des outrages à agents, des destructions de biens publics ou privés en tout genre (article 4), certains trafics de drogues durant des manifestations (article 30), ou encore des "délits de financement du terrorisme" (article 20).
- Mais ce n'est pas tout. L'opposition reconnaît également la guerre économique dans son projet de loi. Ainsi on amnistie aussi l'accaparement et la spéculation sur l'alimentation et les médicaments depuis 2011 (article 19), et les sabotages d'installations électriques dont on reparlera plus tard (article 4).

Nicolas Maduro refuse évidemment de signer la loi, qui sera d'ailleurs déclarée anticonstitutionnelle par le TSJ.

Ainsi commence le blocage entre les deux pouvoirs, législatifs et exécutifs. Par des lois inconstitutionnelles et une Assemblée Nationale en situation d'illégalité, le TSJ bloque systématiquement ce que fait l'assemblée, l'opposition ne souhaitant pas revoir ses positions. La stratégie est clairement affichée: plutôt que de commencer à, en partie gouverner le pays (quitte à se séparer de trois députés), l'opposition préfère cette situation de blocage qui lui permet une fois de plus de se présenter en victime de l'autoritarisme présumé du "régime chaviste", légitimant ainsi ses actions antidémocratiques.

- Le référendum révocatoire

Une chose dont on a également beaucoup entendu parler, c'est cette histoire de référendum révocatoire. Même si on l'a déjà évoqué, voyons plus en profondeur de quoi il s'agit, étant donné que cet outil n'existe pas chez nous.

La constitution de 1999 pose les bases de ce qu'on appelle le référendum révocatoire. "Constituent des moyens de participation et d'élection du peuple pour l'exercice de sa souveraineté politique : l'élection aux charges publiques, le référendum, la consultation populaire, la révocation du mandat, [...]" (article 70) et "Toutes les charges et magistratures de l'élection populaire sont révocables" (article 72)⁴⁹. Autrement dit, après avoir rempli certaines conditions, un référendum peut être convoqué pour révoquer le mandat de n'importe quel élu, allant du maire au président de la République. Cet outil citoyen n'est pas une spécificité vénézuélienne, on peut également le retrouver dans d'autres pays comme l'Equateur, la Bolivie, et même dans certains Etats des Etats-Unis.

En 2004, l'opposition avait convoqué pour la première fois, un référendum révocatoire pour faire patir Chavez. Celui-ci eu lieu le 15 août, et Chavez le remporta haut la main avec 59% de "non". Evidemment, l'opposition avait crié à la fraude alors que, dès le 16 août, les observateurs internationaux avaient confirmé les résultats.

⁴⁹ Articles 70 et 72 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

*L'Avenue Bolivar à Caracas,
lors d'un discours de Chavez
de trois heures pour le "non"
au référendum révocatoire,
le 9 août 2004*



Bref, revenons en 2016.

Alors que l'opposition est majoritaire à l'AN depuis un peu plus de trois mois, elle se décide à engager, le 14 avril, la procédure auprès du CNE qui vise à convoquer un référendum révocatoire contre le président Maduro. Le référendum n'aura jamais lieu, pourquoi?

La version médiatique, la voici: alors qu'il empêcherait déjà l'AN de fonctionner, Nicolas Maduro a une fois de plus fait preuve d'autoritarisme en sabotant une mesure constitutionnelle que l'opposition a sollicité pour le faire partir. Le "sabotage" consistait à repousser le jour du référendum après le 10 janvier 2017, date limite après laquelle, si le peuple avait voté en faveur de la révocation du président, ce ne sont plus de nouvelles élections qui sont convoquées, mais c'est le vice-président qui terminerait le mandat. Encore une fois, on omet certaines vérités pour diaboliser l'adversaire et légitimer des actions antidémocratiques.

Il y a deux faits que la plupart des médias oublie de mentionner. Le premier, c'est que la procédure pour convoquer un référendum révocatoire est très longue (peut-être trop), 260 jours pour être plus précis²³. Or, bizarrement, l'opposition a attendu avril 2016 pour se présenter au CNE et commencer la collecte des signatures citoyennes nécessaires dans la procédure.

A la longueur de la procédure s'ajoute également de nombreuses fraudes dans la collecte de signatures. 8 600 plaintes sont déposées devant les tribunaux par des citoyens. Ainsi, dans la liste des signataires pour le référendum, on peut recenser 10 000 personnes décédées, 9 333 personnes qui n'existent pas, 3000 mineurs sans droit de vote, ou encore 1300 personnes inhabilités (car en prison notamment)⁵⁰.

Inutile de vous dire que le gouvernement ne va pas lâcher un centimètre de terrain à la MUD, et les fraudes s'ajoutant à la longueur de la procédure suffisent amplement à ce que le référendum ne soit pas convoqué avant le 10 janvier 2017.

Mais alors pourquoi la MUD ne s'y est pas prise avant? Au départ, lorsqu'elle est arrivée majoritaire à l'AN, elle a concentré ses efforts à tenter de raccourcir le mandat de Maduro plutôt que de se pencher sur le révocatoire. Pour autant, si on analyse le retard de la MUD comme un acte volontaire, on pourrait penser que, l'extrême-droite et la droite extrême étant aux commandes de cette coalition, la décision ait été motivée dans une optique de délégitimation supplémentaire du pouvoir chaviste, afin de tenter de le mettre à terre par la force, ce qui l'affaiblirait sur le long terme, davantage que s'il perdait à travers des élections.

⁵⁰ Guillermo Alvarado, [Une fraude gigantesque dans la collecte de signatures pour le révocatoire est dénoncée au Venezuela](#), Le Grand Soir, 4 août 2016

- Sécheresse

Si sur les plans politiques et économiques, l'année 2016 fut éprouvante pour le Venezuela, il faut y ajouter également les catastrophes naturelles malheureusement. En effet, le pays a été frappé d'une très grave sécheresse durant les premiers six mois de l'année. La sécheresse a mis à mal les réserves d'eau du pays et l'approvisionnement en électricité, étant donné qu'il dépend principalement de centrales hydroélectriques. Inutile de vous dire que l'opposition a également surfé sur la catastrophe pour pointer du doigt le gouvernement. On constatera aussi que pendant cet épisode de sécheresse, des sabotages d'installations électriques ont pu être constatés.



Sabotage d'installations électriques à Caracas, février 2016

Pour faire face à la sécheresse, le gouvernement a réussi à mettre plusieurs mesures d'urgences qui se sont avérées efficaces. Est mis en œuvre un plan national spécial de consommation d'électricité et d'eau. On décide de remplacer des millions d'ampoules à incandescence par des ampoules faible consommation, de remplacer des vieux climatiseurs par d'autres moins gourmands en énergie, et il est même décrété la demi journée de travail dans l'administration publique, afin d'économiser électricité⁵¹. L'année 2016 aura donc bel et bien été une année mouvementée pour le chavisme. Entre la nouvelle Assemblée qui se met hors-la-loi, le calvaire du référendum révocatoire, et une sécheresse terrible, le chavisme passe un nouvel an difficile. Sortie de crise en 2017? Voyons ça dans la troisième et dernière partie de cet épisode.

III. Election de l'Assemblée Nationale Constituante de 2017: vers une inversion du rapport de force?

Si l'année 2016 a vu s'exercer une pression terrible sur le chavisme, celle-ci va s'accélérer pour la nouvelle année, en 2017. Au grand dam de l'opposition, le prix du baril avait recommencé à augmenter début 2016 (de façon modérée, en se stabilisant

⁵¹ Ignacio Ramonet, [Les 10 victoires du Président Nicolás Maduro en 2016](#), Telesur, 31 décembre 2016

aux alentours de 50 dollars le baril), à la suite d'accord de gels de productions entre pays producteurs, dont l'Arabie Saoudite, qui commençait elle aussi à pâtir de sa politique. Bien que la situation soit encore difficile, elle tend petit à petit à s'améliorer, ce qui pousse l'opposition à accentuer la pression pour rapidement prendre la place du chavisme au pouvoir. Et c'est malheureusement le chavisme lui-même qui va permettre à l'opposition de "lancer les hostilités".

- 30 mars 2017: le TSJ s'octroie temporairement les pouvoirs de l'assemblée

Les événements de 2016 ont permis à la presse nationale mais surtout internationale, de présenter Maduro comme un dictateur. Mais en 2017, l'événement du 30 mars ne va pas arranger les choses. Il va permettre de lancer la "résistance à la dictature", ou autrement dit, le retour des *guarimberos*. Explications.

Le 30 mars 2017, c'est le jour où ce qui devait arriver arriva. Exécutifs et législatifs sont bloqués depuis maintenant plus d'un an, et le Tribunal Suprême de Justice décide d'agir. Etant donné que l'AN est encore et toujours illégale du fait de l'investiture de trois députés frauduleux, le TSJ décide de prendre TEMPORAIREMENT les pouvoirs de l'AN, jusqu'à ce que celle-ci obéisse au TSJ et retire ses trois députés. On peut dire ce que l'on veut, mais il n'y a là rien de surprenant. Déjà deux jours avant, l'immunité parlementaire des députés avait été levée.

Pourtant la décision déclenche un tollé médiatique international. On omet évidemment de dire qu'il s'agit là d'une mesure temporaire et qu'il fait suite à un contexte institutionnel bien précis, et le dévolu contre la révolution est une fois de plus lancé, mais avec une puissance redoutable.

Bien qu'il y ait exagération, et que même sans cette décision du 30 mars, on peut penser que la suite des événements allait quand même avoir lieu d'une façon ou d'une autre, force est de constater qu'au niveau juridique, la décision du TSJ est en effet discutable, et que c'est un cadeau pour l'opposition. (pour mieux comprendre ce qui s'est passé juridiquement, je vous renvoie dans les notes à la seconde partie de cet article⁵²)



Luisa Ortega Diaz, la Fiscal General de la República (équivalent de Procureure générale de la République) en fonction de décembre 2007 à août 2017

⁵² Carolina Cerda-Guzman, [La décision du 30 mars 2017 du TSJ: un "auto-coup d'Etat" juridique](#), 17 mai 2017

Le chavisme se scinde en deux, d'un côté on soutient la décision du TSJ, de l'autre on la rejette. On voit notamment apparaître sur le devant de la scène la procureure générale Luisa Ortega Diaz, qui devient le symbole de l'opposition interne au chavisme. Une grande partie des médias vont la présenter comme une dissidente que le régime va se mettre à persécuter sans relâche pour "l'empêcher de parler" (avec parfois des mises en scène médiatiques pittoresques). Étrangement, on parlera moins d'elle quelques mois après, quand la justice sera saisie pour dénoncer les scandales de corruption dans lesquels elle baigne, et quand elle fuira la justice en s'exilant en Colombie.

Pour finir avec le cas Ortega Diaz, il est intéressant de noter qu'elle a changé de discours brutalement envers le chavisme. Lors des *guarimbas* de 2014 elle dénonçait la violence des groupes d'opposition et la déstabilisation qui était en cours du pouvoir chaviste. Après le 30 mars 2017, elle change du tout au tout en prenant fait et cause pour l'opposition en adoptant le même vocabulaire qu'elle ("dictature", "répression" etc.). Je vous laisse vous faire votre propre opinion sur ce changement soudain de comportement, mais c'est tout de même très étrange.

Attention cependant, ce n'est pas parce que Ortega est une corrompue avérée (maintenant on le sait), qu'il faut en faire une généralité. Le "chavisme critique" existe bel et bien, et ce n'est pas un fait nouveau. Il y a toujours eu confrontation entre les partisans d'une ligne dure et d'une ligne plus souple, mais toujours dans un cadre démocratique. À travers les événements qui vont suivre, le gouvernement de Maduro va justement devoir arbitrer entre ces deux lignes politiques pour prendre ses décisions.

- Le retour des *guarimberos* | Vers l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante

Après le 30 mars, le président Maduro a lui-même demandé à ce que le TSJ revienne sur sa décision⁵³, mais c'est trop tard. Bien que le TSJ annule finalement ses décisions du 28 et du 30 mars deux jours plus tard, l'opposition se jette sur l'occasion pour lancer une offensive de grande ampleur. Des manifestations sont organisées et on voit réapparaître les mêmes groupes de choc qu'on avait vu en 2014.

Dans un premier temps on assiste à des manifestations pacifiques et démocratiques qui se déroulent dans le calme, puis celles-ci laissent place à des groupes violents qui utilisent des méthodes très similaires à celles des *guarimbas*. Ce sont des bandes très bien organisées qui s'attaquent à la police, à l'armée, aux passants, aux bâtiments publics comme privés, voir militaires. En plus d'une très bonne organisation, ces groupes de choc sont également très bien équipés. Ça va des boucliers, cocktails Molotov, casques, masques à gaz, engins pyrotechniques, aux bombes artisanales et voir même aux armes à feu.

Caracas (mais aussi d'autres villes du pays) va faire les frais de ces violences quasi quotidiennes pendant des mois. On constate que c'est toujours dans les quartiers est de la capitale (quartiers aisés et bourgeois comme à Chacao, une des cinq municipalités de Caracas) qu'ont lieu les manifestations et les violences. On parle souvent de "révolte des riches" car rares sont les mobilisations dans les quartiers populaires, bien que le mécontentement y soit aussi présent.

⁵³ [Venezuela: Maduro appelle le Tribunal suprême de Justice à revoir ses décisions](#), RFI, 1^{er} avril 2017



*Quelques images des guarimbas "version 2017"
En bas à gauche, on voit le député Freddy Guevara avec un manifestant "pacifique"*



*En haut à droite, des manifestants attaquent la base militaire de La Carlota en juin 2017 |
En bas à gauche, une personne est brûlée vive par des opposants car présumée chaviste. Il
s'appelaient Orlando Figueroa, et il succombera à ses blessures | En bas à droite, un opposant
se brûle lui-même avec son cocktail Molotov. Il survivra à ses blessures.*

Les violences insurrectionnelles durent, et les morts et blessés s'accroissent. Les habitants commencent également à être exaspérés par les barricades qui sont dressées

sur les routes et les autoroutes, et qui s'ajoutent aux problèmes d'approvisionnement encore présents. Face à la situation de crise qui semble interminable, Maduro annonce le 1^{er} mai vouloir convoquer une Assemblée Nationale Constituante pour faire revenir la paix et faire face aux problèmes que le pays affronte. Scénario classique vous vous en doutez, la décision est qualifiée d'inconstitutionnelle par l'opposition et on dénonce la "dérive autoritaire et dictatoriale" du "régime Maduro". Si vous avez suivi la série dans son ensemble, vous savez que l'opposition fait le coup à chaque fois.

L'opposition dénonce le fait qu'un référendum doit être convoqué pour mettre en place une constituante (elle se base sur l'article 347 de la constitution). Si effectivement, pour une fois, il y avait quelque chose à redire sur les décisions du TSJ du 30 mars, il n'y a là rien d'anticonstitutionnel dans la décision de Maduro de convoquer une ANC. Si avant la constitution de 1999, en effet, une constituante ne pouvait être convoquée qu'après consultation populaire, aujourd'hui "l'initiative de convocation de l'Assemblée Nationale Constituante peut être prise par le Président ou Présidente de la République", comme le stipule clairement l'article 348⁵⁴. Donc aucun problème de légalité, surtout que Maduro a d'ores et déjà annoncé qu'une fois les travaux de la constituante terminés, ceux-ci seront soumis à référendum. Autrement dit, c'est le peuple qui aura le dernier mot, rien de plus normal dans une démocratie non?

- 30 juillet 2017: une ANC élue contre vents et marrées | Fin et bilan des manifestations

L'élection de l'ANC doit se tenir le 30 juillet, ce qui laisse trois mois à la branche radicale et extrémiste de l'opposition (qui domine la MUD malheureusement) pour faire sortir Maduro avant la fin de son mandat en 2018. En choisissant de ne pas participer à la constituante, la MUD sait très bien qu'elle sortira affaiblit par cette épreuve, surtout si la participation populaire est élevée. La constituante est le meilleur moyen pour le chavisme de réaffirmer sa légitimité démocratique.

Mais si vous voulez mon analyse personnel, je n'hésite pas une seconde à dire que c'est un véritable coup de maître de la part du président Maduro. La constituante était la seule sortie démocratique de crise qui puisse mettre l'opposition face à ses contradictions. Je m'explique.

Au moment où Maduro annonce la convocation d'élections pour une ANC, la MUD, avec l'appui de la presse nationale et internationale, n'avait cessé de qualifier le gouvernement de dictature. Or, il aurait été plus avantageux pour elle de présenter des candidats à l'ANC. Elle y aurait pris toute sa place, elle serait restée sur le devant de la scène politique, et aurait pu continuer la pression sur le gouvernement. Mais comment traiter un gouvernement de dictature et ensuite participer à une élection? La MUD est prise dans le piège des règles démocratiques qu'elle n'a jamais su accepter. Ainsi, il ne lui reste que ses méthodes antidémocratiques pour prendre le pouvoir. Le seul risque pour Maduro dans cette histoire, c'est qu'il y ait une faible participation populaire au 30 juillet. Nous verrons plus loin si tel sera le cas.

Comme on vient de le voir, l'opposition a donc très peu de temps pour agir, et pour ça, quoi de mieux qu'un bon vieux putsch?

Alors attention, je prend des précautions: étant donné qu'il n'y a pas de preuves (au

⁵⁴ Article 348 de la [Constitution de la République bolivarienne du Venezuela](#)

moment où j'écris ces lignes) qui établissent un lien entre la MUD et les événements qui vont suivre, je tiens à préciser que je n'accuse personne.

Le 27 juin, un hélicoptère de la police survole Caracas. A son bord, Oscar Pérez, ancien membre de la police scientifique, est aux commandes. Quatre grenades sont lancées sur le siège du TSJ, et des rafales sont tirées sur le ministère de l'Intérieur. Par chance, pas de blessés. Plus tard, une vidéo de Pérez sort, dans laquelle il appelle publiquement à la démission de Maduro et à la rébellion. N'importe qui s'accorderait à dire que c'est une attaque terroriste, mais pas les journalistes visiblement. Au contraire, Oscar Pérez est considéré comme le "Rambo du Venezuela"⁵⁵, un père de famille, etc.



A gauche, l'hélicoptère durant l'attaque du 27 juin | A droite, Oscar Pérez et ses sbires qui déclarent publiquement leurs intentions

Même si ce qui va suivre a eu lieu peu après l'élection de l'ANC, je préfère le mentionner ici. Le 6 août, le fort militaire de Paramacay, à 180 kilomètres au Nord de Caracas, est attaqué. Des mercenaires déguisés en militaires prennent d'assaut le fort mais l'attaque est repoussée. Cette fois-ci, deux morts sont à déplorer, et huit assaillants sont arrêtés. Une vidéo circule de ces mercenaires se faisant passer pour des militaires, dans laquelle ils appellent à la rébellion.



A gauche, une vue aérienne du fort Paramacay lors de l'attaque du 6 août | A droite, les mercenaires déguisés en militaires, appellent publiquement eux aussi à la rébellion

Le but est clairement affiché. L'intention est de créer une scission au sein de l'armée afin d'organiser un coup d'Etat, mais l'appel ne prend pas. La loyauté de l'armée est

⁵⁵ [Le "Rambo" du Venezuela : Oscar Pérez, pilote d'hélico et acteur](#), Euronews, 28 juin 2017

grandement due à l'union civico-militaire en place au Venezuela, sans laquelle sans doute depuis longtemps, des rébellions auraient été organisées. Le 30 juillet approche, rien ne se passe. Les violences continuent, mais le gouvernement légitime tient le coup jusqu'au jour J. Donc le dimanche 30 juillet 2017, c'est jour de vote dans tout le pays, et inutile de vous dire que jusqu'au dernier moment, les groupes de choc vont tout faire pour empêcher le bon déroulement du scrutin. Durant la nuit du 29 au 30, José Felix Pineda, candidat chaviste à la constituante a été assassiné chez lui. Dans la journée du 30, des bureaux de vote sont bloqués, des machines à voter sont détruites, des barricades sont dressées sur les grands axes pour empêcher les gens d'aller voter, des affrontements ont lieu, une bombe incendiaire explose même au passage d'un convoi de la police, blessant quatre policiers⁵⁶. Au moins quinze morts sont à déplorer sur les journées du 29 et du 30.

Le jour du vote, une bombe incendiaire artisanale explose au passage d'un convoi policier motorisé, blessant quatre agents © EPA/MaxPPP



Pourtant, une masse considérable de gens vont aller voter, malgré les menaces proférées par l'opposition. 41,53% des inscrits se sont déplacé, soit un peu plus de huit millions de personnes. En quoi est-ce une victoire pour le chavisme? Le Venezuela a toujours été divisé en trois blocs électoraux: les chavistes, les anti-chavistes, et les "ni-ni". Souvenez-vous, l'opposition ne participe pas au scrutin, et ses électeurs ont suivi en s'abstenant. Mais de l'autre côté, c'est une véritable démonstration de force du chavisme. Maduro a été élu en 2013 avec 7,5 millions de voix, autrement dit le chavisme regagne 500 000 voix lors de ce scrutin, c'est énorme, alors que l'on disait le chavisme mort. Le 30 juillet a prouvé que la base populaire n'a pas disparue, malgré la situation difficile que le pays connaît.



En haut, un centre de votation à Caracas | En bas à gauche, des personnes traversent une rivière pour éviter des barricades routières et aller voter | En bas à droite, des machines à voter sont acheminées d'urgence après que certaines aient été endommagées

A partir du 30 juillet, les violences s'arrêtent, l'opposition commence à se diviser et ne mobilise plus. Quel aura été le bilan de ces quatre mois de

⁵⁶ Pascual Serrano, [La photo d'un attentat terroriste à Caracas qui transforme la victime en oppresseur](#), les-crises.fr, 27 août 2017

violence au Venezuela? Les enquêtes étant toujours en cours, les chiffres divergent selon les sources. Je vais tenter de synthétiser, mais je vous laisse aller dans les notes pour plus de détails^{57, 58, 59}

D'avril à juillet, ce sont 123 personnes qui auraient perdu la vie. Parmi elles, 48 sont mortes par balles, 13 assassinées durant les émeutes, 30 sont des passants tués par les émeutiers, 10 sont des personnes mortes sur des barricades, 13 sont des militants chavistes, 5 sont des policiers, et 5 ont été tuée par la police. Sur près de 2000 blessés, on compte 507 policiers blessés et 77 policiers blessés par des armes à feu. Je vous met cependant en garde, il s'agit là d'une version parmi d'autres d'un bilan, sachant que beaucoup d'investigations sont encore en cours. D'autres versions présentent des bilans différents mais voilà ce qu'il faut retenir en règle général: on constate que la majorité des victimes sont des passants, qu'il y a des victimes chez les chavistes, dans la police, mais aussi chez les opposants (hors accidents provoqués par eux-mêmes). Devant la violence des groupes de choc, il y a clairement eu dans certains cas un usage excessif de la force venant des forces de l'ordre. Mais pas d'impunité pour ces agissements, 46 policiers ont été inculpés, détenus ou sont encore recherchés.

- Une opposition affaiblie mais qui n'en a pas fini

Comme dit précédemment, au sortir du 30 juillet, l'opposition ne mobilise plus. La division se fait sur la question de la participation aux élections régionales d'octobre. La même question que la constituante se pose, sauf que cette fois-ci la MUD accepte de participer aux élections (étrange pour une opposition à une dictature non?). Beaucoup d'opposants sont déçus par cette décision. Le parti d'extrême-droite *Vente*, de Maria Corina Machado, a annoncé quitter la MUD pour des raisons de "cohérence".

Ce qui est intéressant, c'est que de cette situation, le chavisme peut sortir vainqueur en octobre et asséner un coup encore plus gros à l'opposition. C'est ainsi que certains cherchent des "plans B" pour garder l'exaspération de la population et en attribuer la faute au gouvernement, en allant demander des sanctions économiques contre leur propre pays. C'est le cas par exemple de Julio Borges et Freddy Guevara qui ont fait une tournée européenne début septembre dans ce but précis. Ils ont notamment rencontré le président Macron et le président Rajoy en Espagne.



Julio Borges, Freddy Guevara et Emmanuel Macron à l'Elysée le 4 septembre 2017
© AP

⁵⁷ [Venezuela : qui sont les victimes des 3 derniers mois de tentatives de coup d'État de la droite?](http://initiative-communiste.fr), initiative-communiste.fr

⁵⁸ [Le bilan des victimes des manifestations au Venezuela](http://les-crisis.fr), les-crisis.fr, 6 septembre 2017

⁵⁹ [Les 130 morts du "dictateur" vénézuélien](http://LeGrandSoir.com), Le Grand Soir, 9 septembre 2017

- Ingérence nord-américaine

Je ne pouvais pas terminer l'article sans parler du rôle des Etats-Unis d'Amérique dans cette affaire. Bien qu'on l'ait un peu évoqué, j'aimerais y revenir un peu plus en détail. L'hostilité des Etats-Unis envers la révolution bolivarienne a toujours été vive, je ne vous réexplique pas pourquoi.

Le 9 mars 2015, un décret surréaliste d'Obama qualifiait le Venezuela comme une "menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale". Aujourd'hui ce décret est toujours en vigueur et les Etats-Unis s'activent à changer le plus rapidement possible de gouvernement au Venezuela. Je ne vais pas vous faire un récit entier sur les détails des ingérences américaines dans le pays, mais seulement vous donner quelques pistes afin de vous montrer les nouvelles méthodes employées pour qu'ils arrivent à leur fin.

On connaît la CIA pour ses ingérences en Amérique latine, mais malheureusement pour le gouvernement américain, un peu trop, du coup il a fallu maquiller l'affaire. La CIA ne finance plus directement les actions de déstabilisation, il y a un organe relativement nouveau qui s'en occupe et qui a vu le jour dans les années 80: la NED (la National Endowment for Democracy ou Fondation Nationale pour la Démocratie).

Cet organisme finance partout dans le monde des soi-disant organisations de défense des droits de l'Homme ou de la démocratie, afin de faire transiter les "fonds de déstabilisation" par une vitrine en apparence propre. C'est ainsi qu'elle reverse plusieurs millions de dollars à des "organisation pour les droits de l'Homme" au Venezuela et qui sont utilisés pour la déstabilisation⁶⁰. Je n'irai pas plus loin dans les détails, je voulais juste attirer votre attention sur les subtilités que peut prendre l'ingérence américaine.

Enfin, on arrive à nos jours avec l'administration Trump. L'élection de l'ANC a également été un coup dur au nord, par conséquent on accélère la cadence pour reprendre le contrôle du pays. La subtilité n'est pas la qualité majeure du président américain Donald Trump comme vous le savez. Il n'a pas hésité à déclarer publiquement ne pas écarter "l'option militaire" pour le Venezuela⁶¹, tout en exerçant des manœuvres militaires dans les pays frontaliers comme la Colombie ou le Brésil. Une attitude dangereuse et irresponsable. Tous les pays de la région ont rejeté cette "option militaire"⁶². Les Etats-Unis ont également pris une série de sanctions économiques, ciblant notamment la filiale américaine de PDVSA, CITGO. La guerre qu'ils mènent contre le Venezuela, hélas continue, et n'est pas prête de s'arrêter.

Voilà, c'est ainsi que nous terminons notre long voyage à travers la révolution bolivarienne. Quel bilan et quelles leçons pouvons-nous tirer de celle-ci? Comment devons-nous nous positionner par rapport à la situation au Venezuela, depuis la France? Quelques questions auxquelles nous devons impérativement répondre pour clore cette série, mais pour ça, il faut se rendre sur le prochain et dernier épisode (à retrouver plus bas).

⁶⁰ [El desestabilizador furtivo: la NED en Venezuela](#), Mision Verdad, 4 mars 2014

⁶¹ [Trump n'écarte pas une "option militaire" pour le Venezuela](#), Venezuela Infos, 13 août 2017

⁶² [L'Amérique latine rejette en bloc une intervention militaire au Venezuela](#), Le Monde, 14 août 2017

Si vous voulez aller plus loin...

- ...dans l'analyse de la propagande qui a lieu en ce moment à propos du Venezuela, voilà un article d'Olivier Berruyer qui résume bien ce que s'y s'apparente à de la véritable propagande de guerre: [Propagande de guerre au Venezuela \[Et ça recommence...\]](#)
- ...dans l'explication de la situation actuelle, toujours se référer à Maurice Lemoine. Voici une de ses récentes interviews: [Maurice Lemoine sur RTS](#)
- ...dans une actualité sérieuse du Venezuela, je vous conseille le blog de Thierry Deronne, [Venezuela Infos](#), l'excellent journal [Le Grand Soir](#), le blog d'Olivier Berruyer, [Les Crises](#), ou encore [Le Monde Diplomatique](#).

Episode 5: Bilan, critique, et suite de la Révolution

Nous y sommes, au moment présent. Je finis d'écrire cette série d'articles consacrée à la révolution bolivarienne au mois de septembre 2017. Evidemment, l'histoire continue de s'écrire même si ici, une poignée de personnes prennent la plume pour la raconter. Mais avant de clore définitivement cette série, j'aimerais revenir avec vous sur l'ensemble de ce que j'ai écrit durant cet été 2017, afin de répondre à certaines questions de fond et de forme que l'on pourrait se poser.

Que retenir de la révolution bolivarienne?

Excluons un instant la situation de crise que connaît le pays aujourd'hui. La révolution en cours au Venezuela depuis maintenant dix-huit ans, c'est avant tout un extraordinaire progrès social alimenté par une nouvelle redistribution des richesses. On l'a vu, la pauvreté a fait un recul spectaculaire dans le pays, les plus pauvres ont vu leurs conditions de vie s'améliorer d'année en année. Les richesses de l'or noir, autrefois détournées par une oligarchie bien ancrée dans le pays, se sont vu répartir de façon plus juste et équitable. Et tout cela s'est fait dans un cadre démocratique, prouvant ainsi qu'il existe une alternative sérieuse au parti unique pour mener une révolution.

Le deuxième aspect était autrefois très rare en Amérique latine: la souveraineté. Je vous l'ai dit, en reprenant possession de la manne pétrolière, le peuple vénézuélien a enfin réussi à récupérer une partie de sa souveraineté économique, quitte à s'attirer les foudres de ceux qui possédaient anciennement celle-ci. Et au-delà même de la souveraineté économique, c'est également une souveraineté politique qui a été retrouvée. La révolution a à la fois mis fin au *puntofijismo*, c'est-à-dire la pseudo alternance politique entre des partis qui, pendant des années, ont gouverné tour à tour avec les mêmes objectifs, et a aussi permis au Venezuela de retrouver sa place sur la scène politique internationale, de laquelle on l'avait écarté par sa subordination aux Etats-Unis d'Amérique.

Enfin, la révolution a également permis à tout un continent de se réveiller, faisant émerger un espoir sans précédent dans une Amérique que l'on croyait éternellement sous domination du nord. Et bien que la situation actuelle soit compliquée pour le

mouvement progressiste latino-américain, les consciences, elles, ont été éclairées, et le resteront encore pour un bon moment.

Quelle critique apporter à la révolution?

Bon, si vous avez lu l'intégralité de la série, vous vous doutez bien que la critique à faire ne se porte pas sur des questions de "dictature", de "monopolisation des médias" ou je ne sais quelle autre sornette destinée à détourner le regard de ce qu'a apporté la révolution au peuple vénézuélien. Sans donner aucune leçon, à mes yeux la critique doit se faire sur deux points essentiels.

Le premier est au niveau économique. Bien que le problème ne soit pas inhérent à la révolution, la dépendance au pétrole n'a toujours pas été résolue, et peu de choses ont été faites jusqu'à présent pour diversifier l'économie (les rares tentatives ont échoué). A cela s'ajoute un appareil productif qui n'a pas été modernisé et qui n'a pas suivi les progrès sociaux de grande ampleur.

Le second point concerne davantage le niveau culturel, qui est pour moi la critique majeure que l'on peut faire. Un problème se pose quand vous donnez des moyens considérables à des gens qui jusque là, n'avaient pratiquement rien. Si vous faites une révolution de type socialiste, ce n'est sûrement pas pour que les gens puissent s'acheter des villas ou des yachts. Tout le problème est là, les gens se sont enrichis, une classe moyenne est apparue, et les "anciens pauvres" que le chavisme a sortie de la misère, se rebellent maintenant contre celui-ci. Pourquoi? Parce que, à titre d'exemple, encore aujourd'hui on peut voir des publicités de luxe sur des bâtiments à Caracas. Quand vous donnez à un pauvre de l'argent, et que vous ne lui expliquez pas que la source de son bonheur ne se trouvera pas dans la Mercedes que la publicité veut lui vendre, ça en fait un futur contre-révolutionnaire, et c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui.

Comment se positionner par rapport à l'actualité vénézuélienne?

Pour prendre position par rapport à ce qui se passe aujourd'hui, il faut prendre la révolution dans son ensemble, et c'est ce à quoi servait cette série. Doit-on soutenir ou non la révolution? Si vous vous revendiquez du progressisme, au sens humaniste du terme, évidemment que oui. Cela empêche-t'il l'esprit critique? Naturellement non. Alors n'ayons pas peur d'afficher clairement notre soutien à la révolution bolivarienne.

Vous l'avez vu, le gouvernement est sans arrêt en proie à des agressions venant de gens pour qui la démocratie n'est qu'un slogan de campagne. Il faut vous mettre à l'esprit que le combat politique là-bas n'est pas loyal. Le gouvernement démocratique doit faire face à une opposition qui ne l'est pas malheureusement, c'est une pression terrible qui s'exerce sur lui. Alors évidemment qu'il y a des erreurs commises (comme partout on en fait), mais il ne faut pas se braquer et arrêter tout soutien à la moindre petite déviance du côté chaviste. Au contraire, il est préférable d'exprimer son désaccord pour faire avancer les choses, tout en soutenant la révolution dans sa généralité. Je dis souvent qu'on a le droit (et même le devoir) de critiquer, mais il ne faut pas le faire en changeant de camp.

La solidarité avec la révolution bolivarienne est importante. En ce 11 septembre, on doit

se rappeler que si Allende est mort ce 11 septembre 1973, c'est aussi parce qu'il a été délaissé par une bonne partie de la gauche, qu'on avait monté contre lui en provoquant délibérément une crise économique dans le pays. Le moindre article partagé, le moindre message sur les réseaux sociaux, ou même le moindre tweet, contribuent à faire émerger la vérité, et ainsi faire comprendre aux puissants qu'ils ne peuvent faire comme bon leur semble dans un pays et une région qu'ils dominaient jadis. Car si le Venezuela tombe, je crains que ce soit tout un continent qui retombe dans les abysses de la soumission à un empire, qui n'a que faire des populations qu'il prétend contrôler.

¡Hasta la victoria siempre compañeros!

Remerciements:

Bien que j'ai été seul à écrire les articles, j'ai eu la chance d'avoir quelques informations sur l'actualité directement en provenance du Venezuela grâce à Christian Rodriguez, qui y voyage régulièrement, et que je remercie beaucoup. Un grand merci à Isabel qui a relu et corrigé les fautes dans mes articles (sans que je lui demande quoi que ce soit en plus, par pur plaisir). Enfin je remercie également Olivier Berruyer qui m'a fait l'honneur de relayer mes articles sur son blog [Les Crises](#), Thierry Deronne qui m'a relayé sur son blog [Venezuela Infos](#), et toutes les personnes qui ont partagé les articles sur les réseaux.

Merci à vous infiniment! A bientôt!

Filip FI